

La rencontre socialiste de Grenoble

DEBATS ET CONTROVERSES

30 avril - 1^{er} mai 1966

PRÉSENTATION

LA RENCONTRE SOCIALISTE qui s'est tenue à Grenoble les 30 avril et 1^{er} Mai 1966, a rassemblé plus de 500 participants. Cinq rapports introductifs diffusés à l'avance (1) avaient préparé cette rencontre.

- LA DEMOCRATIE DANS L'ÉTAT SOCIALISTE.
- LA PLACE ET LE MARCHÉ DANS L'ÉCONOMIE SOCIALISTE.
- LE RÔLE DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ.
- LA GAUCHE ET LA MONNAIE.
- FONDEMENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS D'UNE POLITIQUE INTERNATIONALE SOCIALISTE.

Le premier fut présenté en séance par Maurice Duverger, le second par Pierre Lavau et les trois derniers (regroupés sous le titre général : « Les voies de passage au socialisme ») par Georges Servet.

Le compte-rendu analytique complet des débats qui suivirent eût requis un volume quatre fois supérieur à celui du présent cahier. A cette solution impraticable, nous avons substitué une présentation thématique des débats. Dans les pages qui suivent, l'essentiel des diverses interventions se trouve rassemblé et ordonné autour des principaux thèmes de la discussion, en un véritable instrument de référence. Si, malgré nos soins, certains intervenants estimaient que, dans la sélection ainsi opérée, une part substantielle de leurs propos a été omise, nous les prions de bien vouloir nous en excuser. Ajoutons que bon nombre d'interventions ne prennent toute leur portée que si l'on se réfère aux rapports qui les ont motivées : nous ne saurions trop conseiller au lecteur de considérer le présent cahier comme un complément de celui que nous

avons consacré aux rapports introductifs.

Les débats de Grenoble ont été marqués par des affrontements d'idées, courtoisement exprimés. L'un de nos objectifs, en publiant ce cahier, est précisément de rendre publiques ces controverses, de mettre toutes les pièces du dossier à la disposition de chacun. S'il fallait, en effet, définir d'un mot le sens de notre action, nous dirions qu'elle veut contribuer au succès de cette entreprise difficile entre toutes : réinventer le socialisme. A cette fin, la recherche et la controverse, l'analyse centrée sur les problèmes les plus difficiles — précisément parce qu'ils sont difficiles, donc décisifs — nous paraissent constituer la méthode à privilégier. Nous espérons que ce cahier en porte témoignage.

LE COMITÉ D'INITIATIVE

(1) Ces rapports ont été publiés dans un précédent cahier. Pour toute commande, écrire à Geneviève Leprieux, 187, rue du Faubourg Poissonnière, Paris-9^e (un cahier de 74 pages - 5 F réduction pour commande groupées).

1 - POURQUOI LE COLLOQUE

Pierre Mendès France : *"Le travail qui commence"*

JE voudrais m'adresser de cette salle à d'autres hommes qui ne participent pas aujourd'hui à notre Rencontre, mais que notre message doit atteindre. Je voudrais que, pour eux, la Rencontre de GRENOBLE soit plus importante encore par la nature de la tentative qu'elle inaugure (et qui devra se poursuivre), que par le contenu même de ses premières conclusions.

Quelle est, en effet, la signification essentielle de ce Colloque ?

Dans ce pays que le goût de la politique travaille depuis deux siècles, dont la Gauche a continuellement animé la réflexion, les débats, la maturation — parfois pacifique et parfois révolutionnaire — la Gauche a semblé, depuis une génération, impuissante à jouer son rôle et à remplir sa vocation — et à cet égard, je serai peut-être plus sévère encore dans mes appréciations que ne l'a été Serge MALLET ce matin.

Oui, depuis une génération, la Gauche s'est comme enlisée face aux nouveaux problèmes, ou plus exactement, face aux nouvelles situations. Elle n'a pas su proposer des solutions traduisant tout à la fois les aspirations populaires et les nécessités d'une Société en voie de transformation radicale. Et, instinctivement, les masses, la classe ouvrière, la jeunesse, la paysannerie, affrontées à des problèmes difficiles, impatientes d'être saisies de propositions pour les résoudre, ont jugé sévèrement la faiblesse intellectuelle et politique des partis qui prétendaient cependant préparer les changements et les progrès.

Pour la première fois dans ce pays, la pensée politique au lieu de devancer l'évolution s'est révélée inadaptée et, audacieuse parfois dans le vocabulaire; elle était en fait timide et timorée, en face des faits et plus encore en face des responsabilités.

(applaudissements)

Pendant toute cette longue et lourde période qui s'est écoulée depuis la deuxième guerre mondiale, tantôt on se contentait de répéter des catéchismes qui remontaient à 80 ou 100 ans, et étaient incompréhensibles pour les jeunes, et tantôt on improvisait des décisions empiriques, au hasard des circonstances et des facilités parlementaires ou électorales. Dans la mesure où l'on se contentait de se référer à des dogmes périmés, on se contentait à n'être pas préparé aux véritables responsabilités, celles de l'opposition d'abord, celles du gouvernement ensuite — et, en conséquence, à verser dans ce pragmatisme, dans cet opportunisme dont nous avons tous tant souffert sous la IV^e République.

La Droite peut se satisfaire d'une pareille attitude — qui lui permet d'ailleurs, à l'occasion, de s'emparer de telle ou telle idée de la Gauche ou qui plaît à la Gauche, et qui peut s'imposer nécessairement à un moment ou à un autre. La Droite peut adopter cette attitude empirique, improvisatrice, parce qu'elle est gestionnaire, parce qu'elle n'a pas d'autre ambition que de conserver, tant bien que mal, de maintenir, d'administrer, au jour le jour, un état de choses qui dans l'ensemble lui convient.

LOQUE DE GRENOBLE ?

aujourd'hui ne doit plus être abandonné"

Mais les hommes de progrès, les partis du mouvement, les socialistes, quelles que soient leurs écoles de pensée, ont la volonté et l'ambition de transformer la Société dans laquelle ils vivent, d'en faire disparaître les inégalités injustifiables, les iniquités, tout particulièrement les inégalités au départ, les inégalités héréditaires ; ils ont la volonté d'améliorer le fonctionnement technique de l'économie, de lui donner une organisation nouvelle qui — au-dessus de la recherche du profit et du maintien des routines, des droits dits acquis, des gaspillages — fasse prévaloir un meilleur rendement global pour le bénéfice du plus grand nombre.

Si cette volonté veut dépasser le stade des bonnes intentions dont l'enfer est pavé, elle doit compléter par un ensemble de travaux préparatoires, d'études, de propositions, de solutions fondés sur la connaissance de notre temps, sur les réalités sociologiques humaines, économiques, internationales ; sur la connaissance aussi des obstacles qu'il faudra surmonter, sur la détermination honnête des possibilités et de leurs limites.

Ce travail difficile et exigeant, ce travail de réflexion, de préparation, les partis de Gauche qui se réclament du socialisme l'ont trop négligé. Et comme ils ne sont plus aujourd'hui porteurs de propositions valables et solides, compréhensibles pour l'opinion, mobilisatrices pour les jeunes, ils ont perdu leur rôle d'initiative et d'animation de la démocratie.

Au fond, beaucoup d'hommes qui se sentent de Gauche ne savent plus exactement

ce qu'ils veulent. En dehors de positions négatives — comme le refus du pouvoir personnel, ce qui est loin d'être négligeable, mais ce qui n'est pas constructif — ils ne savent pas exactement ce qu'ils veulent et, en conséquence, le pays ne sait pas ce qu'ils veulent et il n'est pas enclin à leur confier le pouvoir. Voilà la plus grande faiblesse actuelle de la Gauche et du socialisme français.

Ce contexte donne toute son importance à notre rendez-vous de GRENOBLE, à cette réunion qui veut entreprendre l'élaboration d'un programme adapté et réaliste et qui, à cette fin, réunit des hommes de bonne volonté pour confronter leurs perspectives doctrinales à long et moyen terme, mais aussi leur conception de ce que pourrait être (c'est-à-dire de ce que devra être) un gouvernement de Gauche prenant la relève du pouvoir gaulliste à la faveur de circonstances politiques qui ne sont pas encore très claires (mais qui sont peut-être plus proches que certains ne le croient).

Ce n'est pas en deux jours de discussion ici que nous avons la prétention de mener un pareil travail à son terme. Il résultera d'une longue, patiente et difficile gestation et il nécessitera des concours et des confrontations très larges à notre droite et à notre gauche.

Il y a d'ailleurs pour cet effort de préparation des matériaux que nous pourrions utiliser, en dehors même des documents de valeur qui nous ont été distribués, il y a heureusement des propositions, des études éma-

nant d'hommes politiques, d'universitaires, de syndicalistes, de clubs, et ce premier schéma de 28 points que mon ami François MITTERRAND a publié comme « une base de départ » au cours de sa courageuse campagne électorale de novembre et décembre derniers.

Si le pays apprend que nous nous sommes mis au point progressivement des suggestions, des propositions précises pour l'ensemble de la Gauche, s'il voit enfin s'élaborer dans la clarté d'un contrat réaliste pour l'œuvre que nous devrons un jour affronter ensemble, alors, un fait politique important se sera produit par l'apparition d'une véritable alternative entre le régime d'aujourd'hui, la politique institutionnelle, internationale, économique de la majorité actuelle et, en face, l'espoir que nous aurons éveillé pour demain.

On parle beaucoup de regroupement de la Gauche et chacun de nous en est partisan, chacun de nous en ressent la nécessité. Eh bien ! ce regroupement quelles que soient les difficultés et les obstacles, ne pourra pas ne pas se faire si l'union et la coopération, loin d'être seulement d'habiles arrangements entre les appareils, des accords ou des compromis électoraux, c'est-à-dire fugitifs fondées sur l'adhésion réfléchie, sur la volonté et aussi sur la foi ranimée d'innombrables citoyens, aujourd'hui incertains et inquiets, méfiant à l'égard du régime actuel, mais sévères pour l'impuissance de l'opposition à définir jusqu'ici par quoi elle veut le remplacer — et qu'un engagement clair, pour une action définie, jettera demain dans la bataille. Car il ne s'agira plus seulement alors de remplacer de mauvais députés par d'autres, supposés meilleurs, ou un gouvernement U.N.R. par un autre, supposé meilleur ; il s'agira, et chacun le sentira profondément, de franchir ensemble une étape décisive et irréversible vers un avenir politique et économique renoué.

(applaudissements)

On discute des alliances politiques, et nous entendons des querelles — parfois aigres, parfois plus diplomatiques — sur les limites où devront être plantés les poteaux frontières, à droite et à gauche. Dans mon propre parti, on discute à perte de vue, sur ses relations avec le parti communiste ou avec la Fédération que Préside François Mitterrand ou encore sur les relations de cette dernière avec d'autres forces ou groupements. Je ne me suis jamais passion-

né pour ces débats de haute voltige politique. Car il me suffit d'avoir un critère — et pour moi, il ne peut y en avoir qu'un : le programme.

Aucune ségrégation, à l'égard de qui que ce soit, ne serait admissible, si elle conduisait à repousser des concours et des accords utiles et même indispensables à la réalisation d'une politique bien définie et que l'on a jugée bonne et salutaire. A l'inverse, aucune alliance ne serait justifiable si elle associait des hommes et des partis qui n'ont pas été capables de souscrire aux mêmes engagements devant le pays et le suffrage universel.

(applaudissements)

Bref, comment les militants syndicalistes (entre autres) pourraient-ils refuser ou même mesurer, leur aide active, le jour où il s'agirait d'œuvrer et de se battre pour faire passer dans la réalité des mesures politiques et économiques incluses dans un programme préparé avec eux et qui aurait reçu leur adhésion et leur confiance ?

(applaudissements)

Les excellents rapports que nous avons lus et ceux que nous avons entendus ce matin seront donc des éléments très utiles pour préparer les clarifications nécessaires en vue de l'engagement et de l'action. Bien sûr, cela ne veut pas dire que chacun de nous est, dès maintenant, en plein accord avec tout ce qui a été écrit dans ces rapports et tout ce qui a été dit à cette tribune. On me permettra de le dire franchement, je ne puis approuver en totalité ce que tel ou tel rapport comporte qui me paraît inconciliable avec l'esprit que je viens de définir.

Voici, par exemple, le document très brillant, très éclairant qui concerne la démocratie dans l'Etat socialiste. J'ai applaudi avec vous ce matin, et de tout cœur, la démonstration, forte et persuasive présentée par DUVERGER sur les conflits politiques sur le pluralisme politique nécessaire, selon lui, à la liberté de l'homme et même à sa dignité dans une société moderne. Mais il y a cependant, tout à l'heure, dans son développement quelque chose à quoi je ne peux adhérer.

Pour moi, la démocratie, c'est avant tout la participation du citoyen à la vie publique. La promotion, la dignité du citoyen exigent qu'il devienne le facteur premier et décisif de la vie publique. Or, si je trouve dans le rapport de très bons passages sur la participation des individus au niveau de la région, de la commune, de l'unité d'habitation et même quelques perspectives sur leur parti-

cipation au niveau de l'entreprise, je n'y vois pas grand chose pour ce qui est de l'action et du rôle du citoyen au niveau de la nation, ce qui reste cependant l'essentiel. (Car, enfin, si demain De Gaulle respectait mieux les libertés locales, légalisait les sections syndicales d'entreprises, favorisait les coopératives, permettait une vie régionale authentique, etc., etc., dirions-nous pour autant que la V^e république est devenue démocratique ?).

Eh bien ! au niveau national, le rapport nous propose, certes, de laisser au citoyen le droit de choisir tous les sept ans (ou peut-être même tous les cinq ans) le chef de l'Etat ; mais il ne lui offre pas beaucoup plus que cela dans un système qui risque d'ailleurs de réduire les consultations populaires à une sorte de compétition des vedettes (il y a même une phrase fâcheuse qui insiste sur la « nécessité de faire appel à des candidats populaires »). Ce sera un régime personnalisé, fondé sur le talent, le charme, l'habileté télégénique et, bien sûr, les appuis financiers qu'un candidat pourra mobiliser, plutôt que sur le caractère progressiste de l'action qu'il entend animer s'il est élu.

Je ne vois pas dans le rapport du groupe de travail, comment et où s'élaboreront, comment et où se discuteront les programmes, les propositions entre lesquels doit cependant s'opérer l'arbitrage du peuple mieux informé, plus conscient de ses droits civiques, c'est-à-dire, avant tout, responsable des décisions et des orientations essentielles. Je ne vois même pas, dans la doctrine qui nous est proposée, quel est le véritable enjeu du combat politique et même quelle est la nature de cet enjeu, quel est, en dernière analyse, le domaine véritable de la démocratie, c'est-à-dire, ce qui appartient au citoyen en dernier ressort.

Je ne voudrais pas caricaturer, mais en m'efforçant de comprendre la psychologie des auteurs du rapport, il m'apparaît que pour eux, le progrès technique, la production de masse, l'acheminement vers une économie d'abondance doivent progressivement réduire à peu de choses l'intérêt final de la contestation politique. Si on les suit, ce n'est plus le peuple qui tranchera les principales questions litigieuses, ce seront de plus en plus des professionnels, des experts. L'activité politique se poursuivra tout de même, mais surtout pas la nécessité de faire alterner au pouvoir des équipes, très semblables les unes aux autres, mais dont

les membres paraissent devoir profiter, de temps en temps, de périodes de repos ou de recyclage. Au point de vue social c'est peut-être très bien, mais j'avoue que cela ne me suffit pas.

(rires)

Ne croyez pas que j'exagère. Maurice DUVERGER a mentionné ce matin une hypothèse, sans s'y rallier explicitement, mais avec une sorte de complaisance qui m'inquiète. Voici d'ailleurs le passage correspondant du rapport écrit :

« On peut imaginer dans le cadre d'un Etat socialiste, une situation analogue à celle qui existe aujourd'hui aux Etats-Unis, par exemple, où beaucoup de citoyens se rendent compte que la différence est très faible entre républicains et démocrates, mais où la nécessité de faire s'affronter deux équipes, deux candidats au minimum, est considérée comme fondamentale pour la démocratie. L'un des partis étant au pouvoir, l'autre incarne le contre-pouvoir, le contre-poids nécessaire à la protection des citoyens, dont il exprime les aspirations que le pouvoir ne satisfait pas. Si l'opposition prend le pouvoir, le mécanisme s'inverse. »

On nous propose ainsi une sorte d'alternance sans saveur et qui ne nécessitera pas pour se développer, pour fructifier, des colloques aussi sévères, aussi sérieux que celui-ci ! Un véritable gadget institutionnel peu fatigant pour les citoyens. Il suffira désormais que, de temps à autre, une équipe ou l'autre, entraînée par un homme habile et bien financé et sympathique aux téléspectateurs, obtienne leurs suffrages et le pouvoir pour que tout marche tout seul, c'est-à-dire sans le peuple participant, jusqu'à ce que l'autre équipe y parvienne, à son tour et dans les mêmes conditions. Mais où est la politique là-dedans ? Où est la participation vivante du peuple à la détermination de son destin, aux choix dont dépend son avenir ? Où est la démocratie en profondeur ?

Non, les démocrates et les socialistes dignes de cette double appellation, ne peuvent se rallier à un système de ce genre, ou s'engager dans un processus qui risque de les y conduire. Les démocrates comme les socialistes ne peuvent soutenir un gouvernement ou un pouvoir politique, national ou local, qu'en vue de l'accomplissement d'une mission confiée, déterminée par un accord préalable, lequel aura précisé, pour tous, ce qui doit être

fait (même contre vents et marées) et aussi, compte tenu des possibilités matérielles, ce qui sera ajourné. Si un pareil contrat, un pareil programme, ne sont pas convenus d'avance, comment cet échange continu d'information, d'explication, de soutien, comment ce contrôle démocratique, auxquels nous tenons, seraient-ils possibles ?

Les citoyens s'ils ne peuvent se référer à un contrat, à un programme, risquent de se désintéresser de la chose publique, de s'en remettre purement et simplement à leurs délégués, à leurs élus, à leur président, privant ces derniers de l'impulsion, de la pression toujours indispensables pour faire aboutir les grandes réformes de structure — ou bien encore on verra les citoyens s'abandonner à des espoirs, à des illusions déraisonnables, s'impatisser bientôt, céder à la méfiance, se jeter peut-être dans des mouvements revendicatifs excessifs et détruire ainsi les chances de l'entreprise progressiste en cours. Dans le même temps, les hommes au pouvoir, coupés de la base et du contact populaires, ralentiront probablement l'effort et s'affaibliront comme on l'a vu si souvent, ou bien ils s'irriteront de critiques qui leur paraîtront injustifiées, ou bien encore ils essaieront de ratraper une confiance déclinante, au besoin par des gestes plus ou moins démagogiques. Voilà les risques et nous ne les connaissons que par tron d'expériences encore présentes à nos mémoires.

Le pays doit donc être constamment associé à l'activité et cela aussi bien avant que pendant le combat gouvernemental. Le pays doit savoir à l'avance ce qui va être fait, dans quelle mesure, dans quels délais. Et, ensuite, jour après jour, le pays doit savoir ce qui est fait par ceux qui agissent en son nom. Le gouvernement de Gauche, de son côté, doit être constamment rannelé à l'exécution des engagements pris, tout en avant, réciproquement, la possibilité de ranneler les précautions, les délais, les transitions qui ont été prévus et convenus et dont, dès lors, le pays ne devra, le jour venu, ni s'étonner ni s'inquiéter.

Il n'en reste pas moins que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de progrès socialiste s'accompagnera d'immenses difficultés. On nous en a parlé ici avec une franchise que j'ai été le premier à applaudir. L'un des grands mérites de nos orateurs et de nos rapporteurs réside dans le fait qu'ils ont tenu à nous rappeler toutes ces difficultés sans détour; non pas d'une manière vague ou lit-

téraire comme on le fait quelquefois, mais avec des précisions rigoureuses que chacun de nous devra méditer. Cela aussi c'est nouveau et c'est courageux : la Gauche rompt avec l'illusionisme, avec la démagogie et elle veut faire loyalement l'inventaire des obstacles et des handicaps. Ainsi, elle pourra mieux montrer à ceux qui lui font confiance à quelles conditions seulement telles décisions, telles réformes, telles mesures qui commandent l'avenir seront acquises, d'une manière irréversible.

Car, souvent, le progrès effectif et l'intérêt de l'avenir exigent d'abord de la discipline, de la patience, peut-être même des sacrifices. Voilà ce qu'on a essayé de nous montrer, de nous faire comprendre et qui donne au travail entrepris ici la valeur d'une contribution originale et positive aux combats futurs de la Gauche dans ce pays. Ce matin, SERVET et LAVAU ont beaucoup insisté sur des vérités fondamentales dont nous n'avons pas eu assez conscience dans le passé; la Gauche ne doit pas céder à l'inflation, elle ne doit pas se résigner à la hausse des prix même avec l'arrière-pensée de la compenser par la révision des salaires, elle doit garantir la monnaie, elle doit assurer l'équilibre de la balance extérieure. Sinon, elle se condamne à l'échec et à la faillite. Ah ! si les troupes de la Gauche, si nos militants avaient bien su cela en 1936 et 1937; s'ils avaient bien su cela en 1945, vous savez tous qu'aujourd'hui nous n'en serions pas où nous en sommes !

(applaudissements)

Seulement, ce n'est pas au lendemain de la prise du pouvoir que nous devrons expliquer cela à nos militants, aux masses, au peuple de notre pays; c'est maintenant. Et là, je veux lire un passage du rapport consacré à « la Gauche et la Monnaie » (ce titre à lui seul, montre combien nous avons progressé dans l'étude des réalités de ce siècle et des conditions nouvelles de notre lutte). Voici ce passage essentiel :

« Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le succès de la Gauche en matière monétaire et financière, se jouera pour une bonne part avant la prise du pouvoir. Préparer les décisions et les ordonner sont, autant qu'il sera possible, deux exigences préalables à la prise du pouvoir. Préparer les décisions, c'est appeler l'attention des dirigeants politiques de la Gauche sur la subtile complexité de la machine financière et dégager de cette étude des systèmes de solutions adaptés

aux hypothèses envisageables. Ordonner les décisions est chose plus délicate. En effet, tandis que la préparation concerne quelques dizaines de dirigeants avertis, l'ordonnement ne peut se faire que sur la place publique : son objet est d'opérer, dès avant la prise du pouvoir, un certain tri, une certaine mise en ordre dans le potentiel immense des revendications que la victoire de la Gauche fera naître. Tous les arbitrages qui pourront être rendus, toutes les priorités qui pourront être dessinées avant la prise du pouvoir seront autant de gagné à tous les égards. »

Des principes, des règles d'action de ce genre, aucun de nous n'a plus le droit de les oublier, de ne pas en tenir compte dans l'effort, dans le militantisme de chaque jour.

(applaudissements)

L'information et l'éducation de l'opinion permettent à la fois par l'exigence et la pression populaires d'imposer, le jour venu, les transformations décidées — et aussi par la connaissance des obstacles, des conditions, des moyens et des délais, d'éviter la déception et la démobilisation après la première victoire politique, alors qu'au contraire, toutes les volontés doivent rester tendues pour la compléter, la consolider, la rendre définitive par les réformes qui concrétiseront le véritable succès des hommes et des forces de progrès.

Oui, toutes les volontés de la Gauche et de tous ceux qui voudront se joindre à nous pour réaliser et pour construire; toutes ces volontés réunies, nous le savons bien, ne seront pas de trop. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous devons reconnaître comme nos alliés tous ceux qui veulent mener ce combat, tous ceux qu'angoisse le vide organisé par le régime gaulliste et qu'il veut prolonger, tous ceux qui veulent avec nous préparer l'action gouvernementale constructive de demain, comme nous la concevons nous-mêmes, c'est-à-dire dans un cadre démocratique et humaniste et pour tirer le plus large parti des immenses virtualités du XX^e siècle. Tous ceux qui, face à ces virtualités, ne veulent s'en remettre, ni aux initiatives capitalistes à la recherche du seul profit, ni à des décisions purement technocratiques, ni aux conséquences transmises par les marchés ou autrement, de politiques déterminées hors de nos frontières.

C'est une politique volontariste qui est la nôtre, une politique délibérée et arrêtée dé-

mocratiquement, et pour l'élaboration de laquelle les partis, les syndicats, les clubs, les groupes de toutes sortes doivent continuellement dialoguer, et dialoguer avec le pays pour lui soumettre leurs informations et leurs solutions.

Le travail qui commence aujourd'hui ne doit plus être abandonné. Je souhaite que demain soir en nous séparant, nous chargeons le groupe qui en a eu l'initiative de poursuivre, en notre nom, ce qui a été commencé à GRENOBLE. Il faut que ce groupe s'élargisse, qu'il appelle dans son sein des hommes qui ne sont pas ici, s'ils acceptent de nous rejoindre, des membres de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, des syndicalistes, des jeunes et aussi ces animateurs régionaux et locaux que le Maire de cette ville nous reprochait d'avoir un peu trop oubliés.

Je voudrais aussi que sur des thèmes que nous pourrions choisir avec eux, le Comité crée rapidement trois ou quatre équipes chargées de poursuivre, d'approfondir, de traduire en éléments de programme politique pour la Gauche, les premières études que nous auront examinées ici. Ces équipes de travail pourront nouer des contacts, chercher des confrontations, des collaborations partout où l'on est anxieux, comme nous le sommes, de voir avancer ce programme commun dont l'opinion ressent le besoin et sur lequel on jugera demain le sérieux, la probité, la solidité des accords et des coalitions politiques. Au fur et à mesure que ces études aboutiront à des conclusions sur les points qui leur auront été soumis, des réunions, des Rencontres comme celles-ci devront être convoquées pour les étudier et pour construire ainsi, progressivement mais aussi vite que possible, notre contrat pour l'action de l'avenir.

Ainsi, la Gauche, les partis, les syndicats sauront mieux quelles actions les attendent demain, au gouvernement — et je le répète, plus tôt, peut-être, que certains ne le croient. En attendant, et ce doit être la plus haute ambition de ce Colloque, efforçons-nous ensemble de bien définir, face au pouvoir gaulliste, le second élément de l'alternative politique. C'est ainsi que nous contribuerons à recréer en France une vie démocratique, gaie promesse et certitude des redressements et des progrès que nous voulons préparer pour ce pays et pour sa jeunesse.

(vifs applaudissements)

A. Salomon

LA rencontre Socialiste de Grenoble n'a pas l'intention de créer du sensationnel immédiat, mais a la détermination de se livrer sérieusement à des discussions sérieuses, ce qui est peut-être, dans l'état actuel des choses, une forme subtile de sensationnel.

C'est au cours des « Colloques socialistes » que la plupart des hommes qui ont constitué le Comité d'initiative ont pris le goût de travailler ensemble.

L'ambition qu'ils nourrissaient diffère bien entendu de celle des Colloques socialistes d'antan, aussi bien dans les perspectives que dans le fond.

Mais les Colloques socialistes, et la Rencontre socialiste de Grenoble apparaîtront peut-être un jour comme des étapes marquantes dans le lent, trop lent mais indispensable renouvellement de la Gauche.

S. Mallet

QUELLE est notre ambition ? Elle est de commencer à dégager les lignes de force essentielles de ce que sera le programme de la Gauche. Et quand je dis « le programme de la Gauche », je ne veux pas parler du programme à court terme, des prochaines élections législatives, des prochaines manifestations, je veux parler évidemment de la stratégie générale que la Gauche va se donner, du modèle de Société qu'elle veut établir, de ce que, en fin de compte, elle a à proposer au pays.

L'expérience a prouvé que ce n'était pas en esquivant les difficultés qu'il pouvait y avoir au nom d'une unité purement factice et temporaire que ces problèmes pouvaient se résoudre.

A qui fera-t-on croire que la Gauche peut exercer le pouvoir avant qu'elle n'ait commencé par résoudre à l'intérieur d'elle-même ses propres contradictions ?

A qui fera-t-on croire qu'il est possible de mobiliser non seulement l'électorat traditionnel de Gauche, mais encore ces centaines de milliers de nouveaux citoyens qu'il nous faut conquérir à la Gauche si nous voulons effectivement avoir la majorité, si ceux-là ont le sentiment que deux mois ou

trois mois après son arrivée au pouvoir, la Gauche « buttera » sur un quelconque des problèmes de politique extérieure ou sur le problème des institutions.

Quel est le problème exact que la Gauche va présenter aux jeunes générations qui, dans cinq ou dix ans seront la force politique électorale décisive de ce pays ? Cette jeunesse qui n'aura connu ni la Guerre d'Espagne, ni le Front Populaire, ni la Résistance, ni le chômage et qui par conséquent n'est pas sentimentalement motivée en faveur de la Gauche parce qu'elle n'a pas vécu cette expérience historique et que les vieux principes et que le vieux langage ne passent plus à ses oreilles. Qu'allons-nous lui proposer ?

...Est-ce que nous sommes loin des réalités politiques ? Je crois que les dernières semaines ont prouvé qu'en fin de compte les réalistes c'était nous. Les réalistes, c'est-à-dire, les hommes qui posaient le problème du programme à long terme, les hommes qui posaient le problème de la contestation rationnelle du régime existant sous l'ensemble de ses aspects économiques, les hommes qui pensaient que l'unité n'est pas en soi une panacée mais qu'elle n'est qu'un outil au service d'une stratégie commune.

Il nous importe peu d'être fidèles à un rituel, d'être fidèles à un vieux langage.

La phraséologie de Gauche a trop souvent couvert les pires pratiques opportunistes pour qu'elle soit aujourd'hui opérante.

L'esprit de Grenoble, c'est le refus de laisser à la technocratie et au capitalisme le monopole de la modernité.

Ce Colloque n'est pas une opération tactique.

Mais en revanche, ce Colloque est une nouvelle façon de faire de la politique : former des dizaines de milliers de citoyens à la conscience des problèmes de la Société dans laquelle ils vivent, faire passer dans le langage politique l'exigence de la rationalité, des cohésions, de la logique, et, à partir de là, de l'intransigeance, car on ne peut être intransigeant que lorsque les problèmes ont été précisément étudiés à fond.

G. Servet

L'OBJET de cette Rencontre n'est pas la recherche facile d'une unanimité. Elle est, au contraire, l'étude approfondie et la recherche de la divergence pour la le-

ver par une véritable solution trouvée en commun. Nous n'avons pas d'autre conception de l'unité de la Gauche et l'importance des problèmes en cause ne nous autorise pas à penser qu'il suffira de cette première Rencontre pour parvenir à la solution des problèmes de la taille de ceux traités dans ces Rapports.

M. Paillet

J' Interviens ici en tant que représentant de la Convention des Institutions Républicaines, qui est elle-même l'une des trois composantes essentielles de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

(applaudissements)

A ce titre, je me réjouis très vivement et sans arrière pensée de ce qui se déroule ici aujourd'hui.

Je m'en réjouis parce qu'il s'agit pour moi de l'une des conclusions d'un combat (et j'en prends à témoin un certain nombre d'amis qui sont ici ou ailleurs) que nous avons mené en commun par la parole, par les écrits, pour une rénovation de la pensée de la Gauche dans ce pays.

Nous n'étions pas si nombreux, en 1958-1959, à dire que la dimension européenne est essentielle. Cette idée aujourd'hui, heureusement fait son chemin. Si aujourd'hui, on pose le problème de la dimension nationale, de de l'effort socialiste, cela ne peut qu'être agréable à tout le monde.

Je m'en réjouis aussi parce que l'on ne se contente plus de poser le problème du socialisme sous un angle théorique, en faisant référence à des textes — comme c'était le cas naguère — à des textes d'il y a dix ans ou cent ans, mais en rapport avec des problèmes de structures, avec des problèmes réalistes.

Je m'en réjouis parce que l'expérience soviétique aidant, on a pris en considération l'importance du phénomène technocratique et bureaucratique. J'ai eu la grande satisfaction d'entendre tout à l'heure que l'avènement du socialisme démocratique, tel que nous le souhaitons tous, est un problème qui fait non seulement entrer en ligne de compte les structures du capitalisme, que l'on appelle parfois le néo-capitalisme, notre principal ennemi, mais aussi un certain nombre d'analyses et de réflexions qui concernent le

régime bureaucratique, le régime technocratique, qu'nier quelques pionniers essayaient de mettre en exergue et dont je vois qu'aujourd'hui l'impact est largement pris en compte par vous.

Je m'en réjouis également sur un problème encore plus difficile, à savoir que naguère, il n'y avait pas de réflexion institutionnelle et que la théorie largement admise, c'était que l'Etat déprimant, les marxistes n'avaient pas à se préoccuper des problèmes institutionnels dans la mesure où, selon la parole bien connue, l'administration des choses succéderait au gouvernement des hommes. Quand j'entends, comme tout à l'heure, un certain nombre d'interventions (dont je ne partage peut-être pas toutes les vues, mais dont je partage la problématique) portant sur l'importance pour des socialistes des questions institutionnelles et de la réflexion, même constitutionnelle, je me dis qu'il y a un progrès considérable accompli dans cette société dont ne peuvent que se satisfaire ceux qui, obscurément et isolément ont naguère combattu pour qu'au moins, cela soit pris en compte dans la réflexion de tous.

De même, je crois que des réflexions très utiles ont été faites sur le modèle de Société qui pourrait fondamentalement permettre un rapprochement entre les uns et les autres, au-delà d'une série d'accords diplomatiques dont nous connaissons la précarité.

Enfin, je voudrais dire que tout cela n'est pas indépendant d'un certain nombre d'appréciations sur la façon dont toutes les forces de la Gauche — je dis bien « toutes », sans exception — devront concevoir leur convergence, afin que la cause que nous représentons les uns et les autres ici ou là, selon telle ou telle formule de collaboration, de coopération ou d'entente, parvienne à des résultats sur le plan des élections, sur le plan de la formation du gouvernement, sur le plan de la pérennité d'une action de la Gauche unie.

Le fait est que nous allons au devant de batailles immédiates. Le fait est que nous devons savoir combiner le combat immédiat qui nous attend et le délai de maturation qui sont nécessaires pour que la pensée parvienne à donner des résultats, à porter des fruits comme nous l'entendons. On ne met pas les situations en bouteille. Cela signifie qu'il ne faut — et je pèse mes termes — *ni se borner à une tactique sans principes, ni définir des*

principes désincarnés, en dehors de toute préoccupation d'action immédiate ou à moyen terme. La conjonction de ces deux préoccupations, et cette conjonction seule est une action politique véritable.

Cela dit, je voudrais enfin vous transmettre le salut de François Mitterrand.

François Mitterrand m'a indiqué qu'il apprécie comme positifs les efforts qui sont accomplis ici, comme d'une manière générale tout ce qui peut contribuer au renforcement de l'unité de la Gauche et à l'élaboration des idées créatrices qui inspireront l'urgent et indispensable programme du gouvernement.

L'unité des forces républicaines de progrès a été l'un des axes de sa campagne présidentielle; elle est l'un des ressorts essentiels de l'action qu'il convient de mener.

Dans le domaine de l'élaboration du programme, dans celui de la préparation du combat électoral et dans celui de la mise au point d'un gouvernement de progrès, des pas en avant décisifs sont actuellement accomplis.

Cette convergence des efforts doit être maintenue et renforcée, et la représentation ici de la Convention des Institutions Républicaines n'a pas d'autre sens.

R. Bonety

NOUS sommes, dans cette Assemblée, un certain nombre de syndicalistes appartenant au Bureau Confédéral de la C.F.D.T. mandatés officiellement par ce Bureau Confédéral, et un certain nombre d'autres appartenant à des Fédérations de la C.F.D.T. ou à leurs Unions départementales.

Avant de donner quelques essais de réponse aux questions qui ont été posées par les Rapporteurs aux syndicalistes présents dans cette Assemblée, il est nécessaire que je précise le sens de notre présence.

Nous sommes à la C.F.D.T., profondément intéressés à toute une recherche en cours qui ne se contente plus de poser les problèmes socialistes en termes de mieux-être pour les travailleurs, mais qui s'efforce également de les poser en termes de responsabilité.

Partant de cet intérêt ou de ces recherches, et de même que nous étions présent au dernier Colloque socialiste, nous avons pensé qu'il était nécessaire qu'officiellement notre Confédération soit présente dans cette enceinte.

2

**DE
NOTRE SOCIÉTÉ
ACTUELLE
AU
SOCIALISME**

2/1 CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ NEO-CAPITALISTE

S. Mallet

● La planification privée des grandes entreprises ou la subordination de la planification publique aux intérêts de celles-ci a pour résultat de sacrifier en permanence les investissements publics à long terme aux intérêts à court terme fondés sur la consommation immédiate.

En même temps que les limites du néo-capitalisme apparaissent mieux sur le plan économique, le développement de la technologie, de la qualification culturelle et technique des masses renforce pourtant chez celles-ci la volonté de participer aux décisions qui les concernent à tous les niveaux de cette décision.

Or le néo-capitalisme maintient dans le domaine économique des structures autoritaires de décision et est en train de transférer celles-ci au domaine politique.

Ainsi la Société néo-capitaliste ne satisfait aucun des principaux besoins psychologiques de l'homme moderne, de ces besoins sur lesquels se font les libertés humaines, le besoin de sécurité pour lui sa famille et pour ses semblables, le besoin de participation libre aux actes par lesquels il réalise sa vie, l'angoisse du lendemain et le sentiment de servitude si marqué dans les grandes Sociétés occidentales ne peuvent être compensés par la disposition d'objets de consommation.

M. Duverger

● Une théorie très à la mode dans le néo-capitalisme contemporain dit que si l'Occident est démocratique c'est parce qu'il y a une division du pouvoir politique et du pouvoir économique, les deux ne sont pas dans les mêmes mains de telle sorte que le pouvoir économique fait un contre-pouvoir. C'est toute la thèse de Raymond Aron. Il y a beaucoup d'illusions dans cette thèse. D'une certaine façon les pouvoirs sont dans deux mains différentes, en ce sens qu'il y en a qui tirent les ficelles des autres. C'est la séparation de la marionnette et du montreur de marionnettes.

Dans les états occidentaux le pouvoir tient en partie du suffrage populaire. Certes il tient en partie d'institutions démocratiques, mais il vient aussi, et très largement, des puissances capitalistes et de l'argent.

Il y a au fond deux bases des gouvernements des états occidentaux : l'argent et le pouvoir populaire. Ce sont en réalité des états plutôt démocratiques. Un des Comités locaux a reproché ce terme. Je n'y suis pas particulièrement attaché. Je crois qu'il a le mérite d'exprimer assez clairement la véritable nature du pouvoir. Et pour que l'on passe d'un état plutôt démocratique à un état vraiment démocratique, il faut instaurer le socialisme.

S. Mallet

● Rendons lui, à cette gauche traditionnelle, un hommage.

Dans un certain nombre de grands pays occidentaux, la vie parlementaire, les élections, sont principalement l'occasion de manifester au grand jour la corruption du tissu social.

En France, et grâce à la gauche, elles ont toujours eut un autre ton. La gauche a toujours fait sa campagne en faisant appel aux bons sentiments, aux sentiments nobles, et, du même coup, elle a obligé la droite à en faire autant.

Le malheur est que les bons sentiments ne font pas plus de bonne politique qu'ils ne font de bonne littérature, que dans la pratique, les élus honnêtes, généreux, de la gauche se trouvaient souvent, brutalement confrontés à des problèmes qu'ils n'avaient pas prévus, à des problèmes surtout que leurs électeurs n'envisageaient même pas. C'est ainsi que, lors des rares occasions où la Gauche s'est trouvée au pouvoir, elle s'est trouvée assez rapidement prise dans des situations de cette sorte et, à ce moment-là, impuissante, elle se mettait à faire finalement la politique du système capitaliste.

Les hommes qui ont pris l'initiative de ce Colloque sont de ceux qui depuis des années luttent pour adapter la pratique et l'action politique de la Gauche aux réalités de la France.

De leurs études ils n'ont pas tiré du tout la conclusion qu'il fallait jeter le socialisme par dessus bord. Et c'est peut-être aussi une caractéristique de cette Gauche, c'est son affirmation de la valeur du socialisme pour une Société économiquement développée.

*gauche
traditionnelle
et gauche
moderne*

B. Vennin

● La rencontre de Grenoble doit effectivement rejeter la phraséologie révolutionnaire, mais pas pour adopter un réalisme technocratique. Sur ce terrain, les travailleurs préféreraient faire confiance au capitalisme, qui a fait ses preuves !

2/2 LA TECHNOCRATIE

S. Mallet

● Nous ne sommes pas, pour notre part, de ceux qui nous effrayons sur les dangers de technocratie qui seraient inclus dans le progrès technique lui-même.

Il y a en ce moment, en France, un certain courant romantique qui tend à jeter dans le même sac le progrès industriel et technique et les formes autoritaires de la technocratie.

Nous ne croyons pas qu'il existe en soi une technocratie, si ce n'est une simple formule pour exprimer le caractère effectivement de plus en plus complexe, de plus en plus technique des questions politiques dans une société où l'économique et le politique ne font plus qu'un. La technocratie, croyons-nous, ne devient un danger que lorsque les problèmes de gestion échappent aux citoyens, lorsque ceux-ci n'ont pas appris à gérer leurs propres affaires.

Le seul antidote à la technocratie, c'est précisément la démocratisation de la vie politique et économique, c'est la possibilité pour les masses de participer aux grandes décisions à partir d'une information valable.

A. Philip

*l'antidote :
la démocratie*

● Le socialisme est humaniste et universel. Il exprime un respect de l'homme et un sens des valeurs morales fondamentales, qui s'exprime à chaque instant par une réponse aux questions qui se posent ici et maintenant. Or, pendant trop longtemps, nous avons continué à répondre aux questions qui s'étaient posées avant-hier et ailleurs.

Le monde s'est transformé. Aujourd'hui nous avons à faire face à la nouvelle révolution industrielle caractérisée par un progrès technique considérable, par l'automatisation qui se généralise de plus en plus dans un certain nombre de pays, qui permet aux Etats-Unis, à un moindre degré à l'U. R. S. S., de prendre sur les autres nations une avance considérable.

Notre socialisme doit être une prise de conscience des problèmes du monde d'aujourd'hui.

Ce qui m'a réjoui c'est que dans les rapports de ce matin j'ai enfin trouvé cette prise de conscience. J'ai enfin trouvé cette étude sérieuse.

On peut discuter de telle ou telle affirmation, de telle ou telle conclusion, mais non l'esprit de réalisme technique, l'esprit de corps à corps avec les problèmes à partir des valeurs éthiques de civilisation qui nous anime.

C'est la première fois que je l'ai trouvé véritablement exprimé. Et après avoir entendu parler si souvent du danger de la technocratie, j'ai le sentiment aujourd'hui que notre colloque, pour la première fois, a essayé d'être capable de pallier ce danger, car on ne démocratisera les technocrates que dans la mesure où, en même temps, on saura techniciser les démocrates et les amener à parler des questions sérieuses dans les termes où ils se posent aujourd'hui.

2/3 LA TRANSITION

Comité local de Grenoble

*le
boomerang*

● Ayant pris le pouvoir politique, un gouvernement de gauche va hériter des problèmes qui ont permis qu'il y accède. Etrange effet de « boomerang »... Il aura non seulement à trouver la solution aux problèmes sur lesquels le gouvernement de droite est tombée, (inflation, balances commerciale et des paiements déficitaires, monnaie affaiblie, crises de reconversion industrielle, chômage etc.), mais encore, il aura à les

régler malgré et contre les capitalistes détenteurs du pouvoir économique. Qu'elle soit « discrète ou déclarée », l'« agression » des forces hostiles politiques ou économiques n'a qu'un objet clair : faire échec à toute politique qui tend au socialisme, même si elle vise à redresser la situation économique.

S'il y a « voie de passage », elle est étroite.

Il importe donc, qu'un gouvernement socialiste — qui n'a pas le pouvoir économique sur les firmes du secteur privé — se donne les moyens de les orienter dans le sens du « projet » socialiste. C'est, à notre avis, dans cette perspective que doivent être examinés les rapports entre secteur public et secteur privé.

G. Servet

*sens
de la
transition*

● Il est constaté que la marge de liberté d'un pouvoir socialiste sera faible au début. Tous les rapports disent : tout au début d'une expérience socialiste, ne vous faites pas d'illusion : le gouvernement qui portera vos espérances n'aura qu'un degré de liberté bien mince. Si du coup, et tout de suite, vous lui retirez votre confiance, il ne pourra effectivement plus rien faire. Si en revanche, cette idée que les degrés de liberté seront minces au début, mais qu'on peut patiemment et progressivement les élargir et que, de la sorte, on se donne les moyens d'une construction ultérieure du socialisme, si cette idée est partagée de manière très large par l'ensemble des couches sociales qui seront à la base de ce mouvement, alors peut-être avons-nous une chance de conserver le dialogue base — sommet et la poussée socialiste, qui sera la seule force du gouvernement socialiste en question.

Une politique socialiste voudra, tout de suite, satisfaire mieux qu'ils ne le sont les besoins de nos concitoyens.

Mais, au nom de quoi allons-nous trier ces besoins ? Nous sommes nombreux à penser que ces besoins sont orientés, sinon préfabriqués par la publicité. On pourrait d'ailleurs en discuter. Il est peu probable qu'elle joue un rôle créateur aussi fort, mais au nom de quel droit infléchir notre comportement de consommateur à tous, puisque le socialisme est aussi une société d'hommes libres.

Dans ces conditions, c'est une dialectique compliquée entre le niveau culturel et son impact sur les structures de nos consommations, le contrôle de la publicité et la modification progressive des consommations qui vont nous permettre d'arriver vers une société plus communautaire, où les relations des hommes avec les hommes soient soumises, autant que possible, à des critères autres que ceux de l'économie de profit.

Mais nous irons lentement tant que nous n'y sommes pas parvenus. Quels critères voulez-vous prendre ? Pour le moment au moins, recherchons.

*problèmes
du
passage au
socialisme*

Notre hypothèse de situation est qu'il n'y a pas de modèle de socialisme.

Nul ne sait ce que c'est qu'une Société socialiste pour pays avancé, et la chose est même tellement triste que lorsqu'on s'interroge trop sur certains aspects du modèle proposé par les Sociétés socialistes, on casse le modèle, on casse une image, on brise une référence sans apporter de substitut. On casse peut-être une des formes de l'espérance.

Geste dangereux qui ne nous sera pas pardonné, nous le savons bien.

Nous ne pouvons pas raisonner en pensant à un proche effondrement du capitalisme. Nous ne pouvons pas raisonner avec l'hypothèse d'une mutation révolutionnaire de type soudain et violent. Dans ces conditions le mouvement sera progressif.

Si le changement est progressif, cela veut dire que tout ne changera pas tout de suite et que le comportement de nos concitoyens et de nous-même évoluera lentement.

L'appétit de bien-être en société développée interdit à un pouvoir socialiste l'hypothèse d'une restriction importante et délibérée du revenu national à partager...

Par ailleurs les échanges mondiaux sont de plus en plus indispensables au développement économique. Deux chiffres : C'est en 1950 seulement que l'on a retrouvé, en valeur, le niveau de commerce mondial, d'échange mondial de produits qui était celui de 1913. Mais depuis, en quinze ans, le volume des échanges mondiaux a triplé.

Dans cette situation s'impose immédiatement la conclusion que la Société socialiste en pays développé se fera sans toucher à cette dépendance du commerce extérieur, contrairement à toutes les expériences historiques connues de construction socialiste jusqu'ici ; et ceci fait peser sur la construction socialiste en pays développé des menaces tout à fait nouvelles et jusqu'à présent non explorées par la recherche socialiste.

Seulement, puisque nous ne changerons que lentement et puisque nous resterons soumis à une forte masse d'échanges mondiaux, effectivement au début les changements seront peu apparents.

Et tout le problème des voies de passage au socialisme, est justement de profiter de cette phase pendant laquelle les conditions économiques et sociales, la vie de chacun, le degré de sa participation au pouvoir politique central et local comme au pouvoir de son entreprise, changeront fort peu.

J. Dru

déraciner
le
capitalisme

● Si nous voulons qu'à partir d'un certain nombre de transformations une voie soit ouverte vers cette Société socialiste, il est indispensable de concevoir des moteurs internes de ces transformations.

Que nous propose-t-on comme moteurs internes de ces transformations ?

Ce sont surtout des mesures techniques, mesures qui consistent à faire progresser la nationalisation par l'appropriation de l'autofinancement, par exemple.

On a déjà imaginé un certain nombre de mécanismes de ce type. Ce n'est évidemment pas suffisant pour que s'amorce un mouvement réel et pour que la société industrielle française progresse effectivement dans le sens du socialisme.

Pour ce qui est de la nature du socialisme, la plupart des gens qui vivent dans le mouvement socialiste restent profondément attachés à l'analyse de type marxiste de la Société capitaliste ; ils pensent qu'il est toujours vrai que tant qu'on ne détruit pas les racines de la puissance capitaliste les transformations ne sont pas faites, et que toutes les mesures qui auraient pu être prise par un Gouvernement de bonne volonté peuvent être remises en question. Le capitalisme a suffisamment de ressources, il a des capacités d'adaptation suffisantes pour assumer des mesures qui, au départ, pouvaient apparaître des mesures de caractère socialiste, comme cela a été le cas pour les nationalisations après la libération par exemple.

Il est donc, à notre avis, absolument indispensable de s'attaquer aux racines de cette puissance capitaliste.

2/4 L'ADHÉSION POPULAIRE

J. Dru

socialisme
et
modération

● Lorsqu'on loue la modération, le réalisme des mesures qui sont préconisées ou qui sont du moins profilées dans les rapports, je me demande si l'on ne commet pas une grave erreur d'appréciation.

Ou bien ces mesures s'attaquent effectivement aux privilégiés de la classe actuellement dominante, et dans ces conditions, quelle que soit la modération qu'on y mettra, on assistera à ce type de barrage dont il est question dans l'un des rapports, à l'évasion des capitaux, on assistera à toutes les manœuvres visant à la détérioration de la balance des paiements.

Ou alors on estime que la marge de manœuvre est très faible. On essaie de gagner du temps, mais rien ne prouve qu'en cherchant à gagner du temps de la sorte, on avance effectivement vers la transformation de la Société.

Ce qui est certain dans ce cas, c'est qu'il n'est pas possible de garder la confiance des masses populaires. Alors on se prive du soutien populaire et l'on a la quasi certitude qu'on sera tout de même prisonnier d'un certain nombre d'impératifs, pour ne pas provoquer la fuite des capitaux pour ne pas détériorer la balance des paiements ; pour ménager finalement la monnaie et le bien-être et le niveau d'expansion désirable.

Sur ce plan, quoi qu'on fasse, la confiance des possédants ira toujours à un Gouvernement conservateur et non pas à un Gouvernement populaire qui continuera à affirmer sa volonté d'opérer des transformations au détriment de la classe possédante. Si bien que ce type d'entreprise est voué nécessairement à l'échec. On ne gagnera rien, et toutes les précautions que l'on prendra ne sauveront pas cette entreprise.

R. Fossaert

la
confiance
financière

● Parmi les réactions financières que la gauche peut rencontrer en accédant au pouvoir, il en est une qui ne sera pas le fait des forces conservatrices, mais qui peut provenir de ses soutiens, même les plus fidèles. Elle trouve sa source dans *cette partie qui est la moins raisonnable de l'être humain — son portefeuille*. Les ouvriers les paysans, les gens des classes moyennes détiennent presque tous quelques réserves financières aux chèques postaux, à la banque ou à la Caisse d'Epargne. Si, par un

effet de panique, ces fonds sont soudain employés en peu de semaines ou de jours, ils peuvent exercer sur l'économie une pression inflationniste certaine, car l'addition de ces réserves souvent modestes représente une masse très importante. Nous n'avons pas le droit d'ignorer ce risque. Nous devons savoir que ceux-là mêmes qui pourraient être les soutiens électoraux de la gauche, pourraient par ailleurs adopter, sans penser à mal, une attitude contradictoire et « prendre des précautions » en se disant par exemple : « Les bourgeois ne vont pas aimer que la gauche s'installe au pouvoir ; ils vont se défendre et les prix vont monter ; il vaut quand même mieux que j'achète maintenant ».

La gauche ne doit donc pas seulement s'appêter à résister au « mur d'argent », elle doit aussi se soucier d'acquiescer et de garder la confiance financière de ses propres soutiens.

J. Dru

*socialisme
et
adhésion
populaire*

● Il est fait état, dans les rapports, de la nécessité d'un soutien populaire pour réaliser un certain nombre de réformes de structures. Mais c'est une référence sans approfondissement. On ne voit pas quelle est la contribution des masses travailleuses à cette entreprise.

On dit par exemple qu'il est nécessaire de promouvoir des espèces d'expériences-tests. Mais il me semble que cette manière de concevoir les choses ne fait pas appel à la participation des travailleurs et l'on agit de même que lorsqu'on demande aux travailleurs de faire confiance à ceux qui sont appelés à gouverner parce qu'ils ont dans leur dossier un certain nombre de projets de transformation.

Cela ne peut pas être accepté par les travailleurs. Cela le peut d'autant moins qu'ils ne voient pas de transformation immédiate, qu'ils ne voient pas de changements importants, et, à juste titre, réservent leur opinion, restent méfiants. Je doute fort que dans ces conditions ils puissent accepter une politique des revenus comme celle dont il a été question tout à l'heure.

2/5 LES FINALITÉS

B. Vennin

*objectifs
du
socialisme*

● Sur ce point, les finalités de l'humanisme socialiste proposées paraissent bien insuffisantes. L'économie de marché capitaliste est largement tournée vers la production de biens futiles dans une société de consommation. L'économie socialiste suppose la mise en évidence et la satisfaction par priorité de besoins collectifs et de certains besoins individuels fondamentaux auxquels la société d'abondance ne répond pas.

Or, ces objectifs doivent très largement bouleverser les mécanismes économiques en particulier ceux du marché. A la limite malgré les précisions et correctifs techniques indiqués, le rapport donne l'impression qu'il s'agit seulement de substituer un meneur de jeu de l'activité économique dont les préoccupations sociales seraient plus évidentes, à d'autres meneurs, capitalistes parce qu'on sera plus efficace. Or le meneur et les règles du jeu doivent certes changer, mais parce qu'il s'agit de modifier complètement le sens, les fins du jeu.

Dans le développement d'une économie socialiste planifiée la satisfaction des besoins des couches socio-démographiques exclues de la répartition primaire des revenus, la satisfaction des consommations collectives, doivent nécessairement avoir des répercussions profondes sur les modalités de la croissance économique, sur les mécanismes du marché : une part croissante de la production sera soustraite du jeu classique de confrontation de l'offre et de la demande ; pour les fabriques de produits pharmaceutiques, de livres scolaires.

*pour
une civilisation
industrielle*

J. Barets

● Si l'appareil de l'Etat a pour objectif prioritaire la maximisation économique on développe une contradiction entre les objectifs du citoyen de base, qui pense à réaliser immédiatement un optimum de consommation et les objectifs des responsables qui pensent, eux, à une maximisation de la production à long terme et privilégient de ce fait, les investissements par rapport à la consommation.

Or la fonction de responsable ou de citoyen de base conduit à une différenciation curieuse des motivations en ce domaine.

Il y a une lutte de fonctions que masquait plus ou moins la lutte des classes. Cette lutte de fonctions est très grave pour le destin humain, et je crois que nos modèles futurs devront en tenir compte.

On peut donc énoncer la proposition suivante :

— la maximisation économique, qui constitue la première phase du socialisme dans un pays semi-développé, tend à être remplacée par un autre type plus complexe de maximisation dans un pays industrialisé.

— faute de modèles nouveaux de maximisation, la lutte de fonctions intervient obligatoirement entre le désir de maximisation de consommation et celui de maximisation de l'investissement, pour que puisse s'exprimer dans un dialogue les difficultés et les distorsions entre le gouvernement des hommes et l'administration des choses.

On peut dire en fait que l'insuffisance du modèle capitaliste, comme l'insuffisance du modèle socialiste c'est de nous proposer une société industrielle là où nous voudrions trouver une civilisation industrielle.

*cinq grands
principes*

G. Martinet

● Après avoir relu les différents rapports, je me disais qu'au fond il n'est pas difficile de fixer les cinq grands principes — car j'en vois cinq — qui doivent commander aujourd'hui une politique socialiste et aider à la construction du programme socialiste.

Le premier principe c'est celui de l'extension du secteur socialisé au détriment du secteur capitaliste. L'on peut trouver des formes différentes de socialisation, des degrés différents, admettre que pour toute une période tel ou tel secteur ne sera pas touché, mais n'est-il pas vrai que les forces socialistes ont progressé dans le monde entier, au détriment des forces capitalistes durant ces dernières années ?

Deuxième objectif : planification, non pas à la mode actuelle c'est-à-dire empirique, fondée sur les tendances actuelles du développement économique, mais liée à toute une conception de vie, à toute une conception de civilisation, à un certain nombre d'objectifs politico-sociaux.

Troisièmement, restructuration du cadre industriel français par des regroupements dominés par le secteur public. Ne posons pas nécessairement, au départ, le problème de la nationalisation de l'ensemble des éléments regroupés dans ce cadre.

En quatrième lieu restructuration aussi de l'ensemble de l'appareil du crédit, parce qu'il est évident que sans la possession complète de ce moyen, une politique de planification est vouée à l'échec. Et à ce propos le problème des banques d'affaire qui a été soulevé dans les rapports est un problème essentiel.

On nous dit : « Les banques d'affaire n'ont pas l'importance que vous croyez ». Nous avons une certaine idée de cette importance. Il est vrai qu'on pourrait faire une politique du crédit qui ait déjà un sens sans la nationalisation des Banques d'affaire. Mais la nationalisation des banques d'affaire a une double importance. D'abord elle a une importance politique. Elle frappe l'adversaire en son point peut-être le plus sensible et le plus spectaculaire, mais aussi elle nous donne des instruments que nous n'aurions pas sans cela dans le domaine du logement où les banques d'affaire interviennent d'une façon prioritaire.

Cinquième point, peut-être le plus important, c'est le développement de la participation à la gestion à tous les niveaux. Et cela, il ne faut pas le considérer sous le simple angle juridique de mesures décidées par en haut. Ce sera une longue lutte contre l'adversaire capitaliste, mais une lutte à l'intérieur de la classe des travailleurs salariés qui a besoin de nombreuses expériences et d'une formation complète pour parvenir effectivement à participer à la gestion.

3

**DE
L'EUROPE
AU
TIERS-MONDE**

3/1 L'EUROPE CONDITION DU SOCIALISME

G. Servet

● Au niveau de développement technologique où nous sommes déjà placés, c'est-à-dire à un niveau où quelques unes des firmes dominantes de notre économie ont déjà une dimension qui dépasse la taille des unités nationales de l'Europe, il n'y a plus de possibilité offerte à une construction socialiste autonome dans un pays d'Europe isolé. Je ne veux pas dire qu'un Gouvernement socialiste en Europe — ils y arriveront un par un — n'aura aucune liberté de manœuvre. Bien au contraire, il sera un exemple, il avancera, mais ce que je dis c'est que la structure socio-économique d'une Société socialiste ne pourra être réalisée que dans l'Europe toute entière ou pas du tout. Par conséquent, la clef de la question est la construction européenne, en sachant qu'elle est une des conditions qui ouvrent l'avenir en général, et dans l'avenir en général une chance socialiste. La restriction nationaliste n'ouvrant pas cette chance socialiste.

Toutefois si nous jouons ainsi, nous courons fort le risque de voir l'Europe se faire dans le cadre d'un libre échange et de voir naître, petit à petit, une zone Atlantique à libre échange complet, sans aucune possibilité de direction économique autonome ni de planification communautaire en Europe. A ce moment là ç'en serait fait aussi des chances du socialisme.

J. Dru

● Les problèmes dont nous débattons intéressent tous les états industriels avancés de toute l'Europe. Aussi lorsque nous prévoyons un prolongement à notre activité, il nous paraît indispensable de discuter de ces problèmes avec les forces socialistes de l'extérieur. Et, d'une manière plus concrète, il apparaît possible de lancer pour 1967, par exemple, l'idée d'un Symposium International sur les problèmes de la gestion socialiste, auquel assisteraient des représentants tant des pays de type communiste que travailliste.

3/2 CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET PLANIFICATION

G. Servet

● Il a été beaucoup dit dans la Gauche française que l'ouverture européenne fait disparaître toute possibilité d'une planification nationale. Démontrer le contraire est très difficile.

Si la planification devient plus difficile ou si elle se modifie quant à son élaboration et ses moyens d'exécution, elle n'en reste pas moins nécessaire et possible. Ce qui disparaît dans cette affaire, c'est la planification par le contrôle : le contrôle aux frontières, le contrôle des changes.

Ce qui en résulte c'est l'obligation de recourir à un autre type de planification, notamment par l'investissement neuf. Dans les pays qui vont sans doute vers une décentralisation croissante du pouvoir économique, la clef ultime de toute planification socialiste sera la répartition autoritaire du sol, seul produit qui, par vocation, est destiné à demeurer rare et dont la répartition devra se faire conformément à l'intérêt collectif.

A. Philip

*europe
des six et
socialisme*

Je suis heureux de constater que les rapports ont été unanimes à reconnaître que l'on ne peut pas laisser trop longtemps la voie du socialisme dans un cadre national. C'est fini, il ne peut pas y avoir à long terme de politique socialiste dans le cadre d'un seul pays.

L'Europe des Six est née. Pour les industries de pointe, aéro-spaciales, aéronautiques,

l'Europe des Six et la Grande-Bretagne constituent la plus petite unité au sein de laquelle les problèmes peuvent être posés, et cela nous devons en avoir conscience.

Peut-être n'est-il pas possible aujourd'hui, en raison des divergences de politique internationale, de continuer à progresser vers l'unification politique de l'Europe. Mais l'unification à caractère supra national de la politique économique, c'est-à-dire le renforcement et non pas l'affaiblissement de l'autorité de la Commission de Bruxelles est la condition sine qua non de la création d'un pouvoir économique efficace. L'Europe qu'il est nécessaire de créer ne doit pas se fondre dans une vague zone de libre échange atlantique, dans laquelle la liberté des échanges par l'application de la clause de la nation la plus favorisée aboutirait en réalité à la domination intégrale, pour les grandes industries de base, par les sociétés internationales à direction américaine.

Ce qui ne veut pas dire que l'Europe à laquelle nous avons à travailler dans l'immédiat soit une Europe socialiste. Il s'agit plutôt d'une Europe où on ne barre pas, pour l'avenir, la possibilité du socialisme, ce qui se ferait si on laissait l'Europe se fondre dans une zone de libre échange où dominerait intégralement le libéralisme économique.

Nous ne faisons pas de dogmatisme, nous ne demandons pas que l'on fasse une Europe socialiste. Nous demandons que l'on respecte le compromis démocratique qui avait été élaboré dans le traité de Rome pour que la possibilité ultérieure d'aller vers le socialisme ne soit pas bloquée, ne soit pas détruite et pour cela il faut une Europe où la politique économique soit coordonnée et où existe un minimum de planification ; une Europe qui ne sera ni neutralisée, ni neutraliste, ni une troisième force, mais qui sera peut-être entre les deux super-grands, une troisième VOIX capable de devenir une troisième VOIE.

P. Le Brun

le contenu
avant
la dimension

● Je reconnais toute la rationalité de l'orientation proposée en faveur d'une planification européenne. Cependant, non moins au niveau européen qu'au niveau national, la mise en œuvre d'une telle orientation me paraît très largement conditionnée par le contenu possible du Plan, par le caractère plus ou moins démocratique des institutions, par les progrès du mouvement ouvrier européen sous ses deux aspects : syndical et politique.

3/3 L'ILLUSION EUROPÉENNE

C. Bourdet

● Servet a noté à la tribune la contradiction qui existait entre la partie internationale du texte sur les voies de passage au socialisme et le texte sur les fondements économiques d'une politique internationale socialiste. Le premier — celui des voies de passage, songe à la réalisation du socialisme en France et cherche à « assurer l'indépendance nationale dans toute la mesure nécessaire à l'indépendance de la politique suivie », à « ne pas être paralysé par des influences hostiles », et envisage par conséquent de « maintenir notre présence dans le Marché Commun à titre conditionnel » non pas pour le briser sans raison, bien sûr, mais pour avoir un atout et une arme.

Le second au contraire n'envisage la construction socialiste qu'à l'échelle européenne. Même s'il admet qu'un « pays pourrait ouvrir la voie — par exemple la France », il écrit « il n'y a pas d'espoir de socialisme à l'échelle de nations trop petites et déjà indépendantes » et qu'une « politique socialiste doit être conçue à la dimension européenne ». D'ailleurs, plus ou moins nettement dans tout le texte, et particulièrement dans la critique de la politique gaulliste il est clair que les secteurs du rapport sont convaincus que l'intégration politique (c'est-à-dire le Super-Etat européen) est inévitable, prochaine et nécessaire. C'est d'ailleurs cette conviction qui explique la façon dont Servet a levé, ou plutôt escamoté, la contradiction entre les deux rapports — en disant que le texte « voies du socialisme » envisageait une période proche et l'autre texte une époque plus lointaine. « Dans 5 ou 6 ans — on ne pourra plus » a-t-il dit — « se retirer du Marché Commun ».

Ceci me paraît esquiver tout le problème. En effet le texte « voies de passage » a raison d'envisager que des menaces ou pressions venant d'autres pays européens peu-

le socialisme
est possible
en France
sans
intégration
européenne

vent paralyser les progrès vers le socialisme et ce danger reste permanent. Il serait absurde de se priver des moyens de ne pas se « *laisser paralyser* ». Mais pourquoi Servet élimine-t-il, par ce tour de passe passe, à la fois cette menace et cette riposte possible. Parce qu'il croit à la nécessité et l'inévitabilité de l'intégration *politique* et du Super état européen. Bien entendu, dans une Europe des Six intégrée, il n'y a de plus de possibilité de retrait : pas plus qu'il n'y a de possibilité pour la Bretagne de se retirer de la France. Et c'est pourquoi Servet est obligé d'imaginer que ce développement européen intégré pourra être a) socialiste b) indépendant des Américains.

Je dis que c'est là presque sûrement une illusion. Une illusion qui est nourrie par la confusion entre planification « communautaire » et planification socialiste. On arrivera peut-être, probablement même, à une planification communautaire des Six — ce ne sera pas pour autant une planification socialiste, ce sera même le contraire, ne serait-ce que par le poids énorme d'une Allemagne de l'Ouest dont le capitalisme est triomphant et la social-démocratie adaptée au capitalisme, résignée à faire la politique de celui-ci ; l'autorité politique européenne chère à André Philip serait sous le contrôle des forces politiques et économiques qui sont majoritaires dans les six pays. Si par hasard les partisans du socialisme paraissaient devoir l'emporter dans l'un d'eux, le gouvernement central européen, aidé par la bourgeoisie locale ferait tout pour le mettre à la raison. Un peu comme Delhi a liquidé le gouvernement régulièrement élu du Kérala.

D'autre part — penser qu'une Europe unifiée serait « plus indépendante des Américains » repose sur une pétition de principe. Il n'est pas sûr que les différents capitalistes du continent y compris le français, aient économiquement envie de se séparer des Américains. (Le cas de De Gaulle personnellement est très différent). Il est certain que les dirigeants allemands (disons capitalisme + politiciens + armée) ne veulent à aucun prix se séparer des Américains pour des raisons politiques : a) défense vis-à-vis de l'U.R.S.S. et surtout b) récupération — si possible pacifique, de l'Allemagne de l'Est et des territoires polonais, etc. Ce facteur accentuera la dépendance vis-à-vis des Américains de toute Europe politiquement unifiée et centralisée.

Enfin, la thèse de Servet repose non seulement sur la possibilité de socialisme dans un Super état de l'Europe des Six, sur la probabilité que celle-ci se défendra des Américains, mais aussi sur l'impossibilité du socialisme en France. Je ne pense pas qu'un socialisme complet soit réalisable dans un seul pays. Mais considérer que le socialisme y est impossible est une affirmation gratuite qui procède de la mystique du mamouthisme et qui est démentie par les faits.

1° vis-à-vis des menaces et pressions venant des Etats-Unis tout se passe comme si le rapport Servet ignorait l'existence des pays de l'Est. Ce qui est vrai, c'est que la paralysie réciproque des blocs libère les pays qui veulent être libres — et permet aussi bien à la Yougoslavie de rester socialiste et non soviétique qu'à Cuba d'être socialiste et non américaine. Je ne compare pas ce qui n'est pas comparable. Cuba et la Yougoslavie ne sont pas la France — mais la France est précisément plus riche, mieux équipée, infiniment mieux équilibrée économiquement et possède les conditions naturelles de l'indépendance et donc d'un socialisme avancé.

2° — Le problème des marchés n'est pas le problème du tout ou rien. Il ne s'agit d'ailleurs pas de rechercher la rupture du Marché Commun — mais le commerce international est aujourd'hui si varié qu'il n'y a pas à imaginer qu'il n'y a plus de marché dès lors qu'on n'est pas dans un grand ensemble.

3° De même le problème des matières premières et celui des solutions techniques et brevets ne dépend pas nécessairement d'un « grand marché » — les matières premières deviennent de plus en plus remplaçables et synthétiques et du reste on n'est pas menacé par un blocus ; les solutions techniques modernes peuvent venir de nombreux pays ; aucun pays moderne ne peut pratiquement interdire la collaboration de ses techniciens et de ses firmes avancées avec les autres pays ; si cela se produit, il y a des compensations possibles avec d'autres. Le fait que des pays déjà socialistes soient parmi ces pays ajoute un degré de liberté.

4° La « taille super mammoth » n'est pas nécessairement la taille idéale pour toutes les grandes entreprises modernes. Sur la base d'un pays de 50 millions d'habitants — on peut établir des entreprises concentrées parfaitement rationnelles dans la plupart des domaines.

Tout ceci ne veut pas dire que le « socialisme en France » soit une solution idéale. Mais cela veut dire que nous avons en tout cas plus de chance de le réaliser là qu'à l'échelon de l'Europe des Six. Cela veut dire aussi que nous devons opposer une solution d'Europe Confédérale à l'idée d'Europe intégrée, car c'est seulement cette Europe confédérale qui permettra de conserver aussi longtemps qu'il faudra la protection réclamée par l'autre rapport contre la « paralysie » éventuelle par des influences européennes hostiles au socialisme.

C'est aussi cette forme d'Europe confédérale, et non de Super état intégré, qui permettra d'ouvrir l'Europe des Six à la Grande Bretagne, aux pays scandinaves et aux pays

socialistes de l'Est, si on le juge utile, sans attendre que toute l'Europe de l'Ouest devienne socialiste.

J'espère que par rapport à cette position — on n'adoptera pas l'attitude polémique facile qui consiste à dire : C'est l'Europe gaulliste. De Gaulle n'a que des raisons négatives de vouloir l'Europe confédérale. Avec lui, elle s'arrête au nationalisme. L'élargissement européen, le passage du socialisme, c'est notre affaire.

G. Servet

*l'europe
n'est pas nue
illusion*

● Dans les travaux de notre commission, un accord assez général s'est manifesté sur ce point, à l'exception de notre ami C. Bourdet (1). Il y a donc eu accord presque unanime pour penser que la construction de l'ensemble européen était à la fois une donnée contraignante à laquelle il fallait s'adapter et une condition nécessaire pour construire le socialisme à la bonne échelle, à l'échelle adaptée aux besoins d'un pays déjà développé comme le nôtre. Même accord pour penser que l'idée de construire le socialisme indépendamment des courants d'échange mondiaux qui pèsent si fort sur l'ensemble de notre pays n'était pas réaliste, qu'elle n'entraînait plus dans la marge de jeu dont nous pouvons disposer.

Il ne nous a pas échappé que dans ces conditions, l'analyse des conséquences qui pèsent sur la construction socialiste du fait que nous sommes maintenant obligés de la situer au niveau européen — Que cela nous plaise ou non, que cela nous fournisse ou non les alliés qui nous conviennent — que cette analyse donc, devait devenir l'une de nos préoccupations centrales, l'un de nos principaux axes de réflexion.

3/4 POUR UN SOCIALISME EUROPÉEN

R. Quilliot

● Je n'en aurais pas fini si je ne disais que toute cette entreprise suppose :

1. — un effort d'harmonisation des objectifs socialistes en Europe ;
2. — une certaine indépendance de l'Europe, tant au plan économique qu'au plan diplomatique ;
3. — La volonté pour un gouvernement de gauche de lier le développement de la communauté européenne aux réformes socialistes entreprises chez nous : bref, tenter de convaincre les européens de la valeur de nos conceptions, mais aussi défendre nos réalisations contre tout retour en force du capitalisme, pour autant que le Marché Commun pourrait le faciliter.

De tels principes, dégagés de tout lyrisme neutraliste, peuvent constituer les bases concrètes du développement d'un socialisme européen et favoriser par contrecoup ce qui reste pour nous la mission de l'Europe : édifier un socialisme à mesure humaine, capable d'entraîner l'U.R.S.S. vers une démocratie croissante et de contraindre les U.S.A. à prendre des problèmes une vue moins mercantile.

3/5 LE TIERS MONDE

G. Servet

● Le développement économique est essentiellement fonction de l'éducation, de la qualification et ensuite seulement de l'infrastructure.

C'est-à-dire que l'apport de crédits publics est la condition première d'un démarrage, en même temps qu'une aide sur le plan de l'éducation, de l'enseignement, de la pro-

Voir plus loin l'intervention de C. Bourdet

motion culturelle de l'ensemble des pays. Ce qui veut dire qu'une politique d'aide au Tiers-Monde suppose une assistance culturelle et technique très développée, et une part largement majoritaire d'aide publique accordée sans aucune condition politique, bien entendu.

*échanges
internationaux
et
tiers-monde*

A. Philip

● Je ne suis pas entièrement d'accord avec une expression de Servet ce matin lorsqu'il a dit que les échanges internationaux sont une réalité à laquelle il est nécessaire de se plier. Certes ils sont une réalité et une politique socialiste ne peut être construite dans le cadre du pays, qu'en tenant compte de toutes les liaisons internationales, mais cela ne veut pas dire l'acceptation des échanges internationaux dominés par l'économie marchande comme cela existe aujourd'hui.

En tant que socialistes nous devons dire au contraire que la nécessité de départ ce sont des échanges internationaux dégagés de l'économie libérale.

Ceci nous a été démontré de façon éclatante dès que nous avons abordé le problème de la misère du Tiers-Monde qui essaie de rentrer dans l'économie moderne, de faire la première révolution industrielle pendant que nous, nous faisons la seconde, et qui ne peut pas y parvenir parce qu'il est sous la domination des économies dominantes, et qui n'y parviendra pas si nous n'arrivons pas à la stabilisation des prix des matières premières par l'organisation des échanges internationaux et des marchés par produit, si pour les premières industries naissantes nous n'établissons pas des systèmes de préférence industrielle au profit des pays sous-développés, si nous ne posons pas le principe, et cela a été fait à la Conférence de Genève sur le commerce et le développement, d'une obligation morale de la part des pays riches de consacrer au moins 1 % de leur revenu national à l'aide aux pays sous-développés.

On l'a accepté comme obligation morale parce que l'on sait qu'en matière internationale « moral » veut dire vœu pieux. Il s'agit aujourd'hui d'en faire une obligation juridique et de considérer ce 1 % comme le début d'un petit impôt sur le revenu mondial pour transférer quelque chose des pays riches aux peuples les plus déshérités...

Mais si l'on considère 1 % comme une obligation juridique, cela veut dire :

- que l'on renonce à aider les amis et à ne pas aider les ennemis comme les amis — les ennemis changent très vite d'ailleurs. Il est très difficile de maintenir cette discrimination.
- Cela veut dire que l'on donnera une aide à tout peuple qui fait un effort de développement, quelle que soit sa structure économique, quel que soit son régime politique pourvu qu'il y ait un effort sincère de développement.

Pour vérifier cet effort sincère intérieur il faut un organisme de contrôle, et celui-ci ne peut pas être bilatéral ; il doit être régional ou international. L'aide bilatérale, même quand elle est donnée généreusement, est encore une aide de prestige et encore trop souvent un moyen de se réserver des clientèles.

Un socialiste ne peut pas accepter, ni l'aide de prestige, ni l'aide pour se faire des clients. Il reconnaît l'aide comme une contribution, comme une coopération devenue une obligation juridique organisée régionalement et internationalement contrôlée.

*socialisme
et
politique
vis à vis
du
tiers-monde*

G. Servet

● La commission a enregistré des insuffisances du rapport. La principale de ces insuffisances est peut-être d'avoir posé le problème en termes habituels d'aide publique ou d'aide privée et de n'avoir pas mis un accent suffisant sur la recherche. Il est très clair que l'importance de la politique à suivre par l'Europe développée vis-à-vis du Tiers-Monde doit tenir une place beaucoup plus grande dans nos préoccupations ; l'effort que nous devrions faire doit être beaucoup plus détaillé, beaucoup plus scrupuleusement défini.

Je dois indiquer en outre qu'en commission, un point essentiel séparait le Président Mendès-France et le rapporteur ici présents ; les iniquités résultant pour le Tiers-Monde, du jeu du marché international et de la liaison de ce problème avec la stabilisation des cours des matières premières et avec l'aide aux pays du Tiers-Monde. Nous avons pu constater ensemble que le problème est, d'un point de vue technique, suffisamment complexe pour que les quelques phrases sommaires du rapport dont je suis coupable, ne puissent la régler complètement et qu'il mérite beaucoup plus ample étude, d'autant plus que par ailleurs des recherches se sont déjà engagées sur ce point.

4

LA
DEMOCRATIE
POLITIQUE

4/1 LA PERIODE TRANSITOIRE

M. Duverger

*des
mesures
énergiques*

● Il reste un problème sur lequel, il faut bien le reconnaître, mon rapport a été beaucoup trop sommaire. C'est le problème essentiel de la période transitoire, de la période de la construction du socialisme et des résistances que le socialisme rencontrera inévitablement.

La dictature du prolétariat, sous la forme observée et développée dans les pays communistes, n'est pas pensable. Certains ont fait observer que ce n'est pas à cela que LENINE pensait en parlant de la dictature du prolétariat. Il a même dit un jour que, dans son esprit, l'image de la dictature du prolétariat c'était la Commune de Paris. Cela a peu d'importance; les mots ne sont pas ce que nous voulons qu'ils soient; les mots sont ce que l'évolution des sociétés les fait. Aujourd'hui, vous ne pouvez pas empêcher que la dictature du prolétariat c'est ce qui s'est passé dans un certain nombre de pays communistes et c'est quelque chose que personne ne veut revoir et que nous ne pouvons pas sérieusement proposer comme thème d'une société transitoire. D'abord, parce que personne ne nous suivrait, ensuite, parce que nous nous ne créerions pas ainsi les bases du socialisme, mais nous créerions les bases d'un socialisme autocratique qui mettrait infiniment de temps pour aboutir au socialisme démocratique.

Cela dit, un autre aspect du problème est incontestable. Cela ne peut pas se passer comme une opérette viennoise. L'établissement du socialisme ne sera pas excessivement facile. Il y aura un certain nombre d'oppositions. Le problème se pose de savoir comment lutter contre ces oppositions. Il est certain qu'il faudra recourir à des mesures énergiques, plus énergiques que celles d'un régime socialiste établi définitivement et solide.

Je crois qu'il convient de réfléchir à la façon dont nous envisageons cet établissement socialiste. Si vous imaginez qu'à la suite d'un coup de force, d'une révolution violente, un parti socialiste prenne le pouvoir, qu'il n'ait qu'un moyen de s'y maintenir, la violence, parce que la majorité de la population n'est pas d'accord avec son accession au pouvoir, évidemment vous êtes conduits à des méthodes très énergiques. Ce n'est pas l'hypothèse dans laquelle nous avons raisonné. Nous avons raisonné dans l'hypothèse de sociétés aux structures déjà démocratiques, au moins partiellement, mais d'une façon large, comme la nôtre. Le socialisme arriverait au pouvoir du fait de l'union et du regroupement de toutes les forces socialistes qui permettraient un jour à une majorité socialiste avec un programme socialiste, d'arriver au gouvernement et de disposer des 4, 5, 6 ou 7 ans d'un mandat parlementaire ou présidentiel pour arriver à établir son programme. A ce moment-là cela suppose déjà que la majorité de la population est derrière lui. Sans doute elle pourra refluer si on fait des fautes ou si une certaine propagande se développe, mais on a, au départ, les moyens de gouverner, les moyens institutionnels, et il est très important qu'on ne puisse pas interrompre l'expérience avant le terme normal du mandat que le peuple aura donné au chef socialiste. Il ne faut pas que l'on recommence le « coup » fait à Léon Blum au temps du Front Populaire. C'est un problème institutionnel qu'il faudra étudier de très près.

Il faudra prendre et mettre en œuvre également les moyens pour que la majorité socialiste de Gauche qui se sera constituée pour arriver au pouvoir ne se retrouve pas, par la trahison d'une certaine de ses fractions, déportée vers le centre, pendant l'expérience en question.

C'est un problème fondamental. Ce n'est pas la peine pour cela de détruire les partis du Centre et les partis de Droite. C'est un problème institutionnel et démocratique qu'il est possible de résoudre.

D'autre part, il y aura une opposition très grande des organisations privées, des classes privilégiées, des banques, etc. A partir de ce moment-là je pense que l'on peut poser en principe que l'on emploiera contre les adversaires les moyens qu'ils emploieront contre vous. S'ils organisent la panique financière, il faudra une répression de la panique financière. Je ne vois aucun inconvénient, et même quelque avantage à ce que, dans le cadre d'une panique financière organisée on mette quelques banquiers en prison. Ce n'est pas la peine pour cela d'aboutir au monolithisme du parti politique. Il ne sera pas nécessaire d'en mettre beaucoup en prison, les autres compren-

dront assez facilement. Il ne sera même pas nécessaire de les maintenir toujours en prison.

Je pense que d'un autre côté, par les moyens de diffusion dont nous disposerons nous pourrions arriver à expliquer à la masse ce que nous faisons et les difficultés inévitables de construction d'un état socialiste.

P. Le Brun

démocratie et rôle national du citoyen

● Je me déclare d'accord avec Maurice DUVERGER pour ce qui concerne l'élection du Président de la République au suffrage universel, sous réserve toutefois d'équilibrer le renforcement du pouvoir exécutif qui en résulte par un renforcement du pouvoir législatif qui pourrait trouver sa source dans l'élection de l'Assemblée Nationale à la représentation proportionnelle, la suppression du Sénat (et non sa fusion avec le Conseil Economique), et la démocratisation de la composition de ce Conseil.

M. Duverger

● Tout d'abord les lacunes. On a relevé un certain nombre de points importants qui n'avaient pas du tout été soulevés dans le Rapport. Ce sont des problèmes dont nous ne pouvions pas parler, parce qu'on ne peut pas parler de tout et présenter un catalogue. Mais il est important de vous indiquer les principaux sous forme d'une simple énumération : le fait que dans l'Etat socialiste les problèmes de l'éducation et de l'enseignement seront fondamentaux, le fait qu'il faudra aborder le problème de la Laïcité dans l'Etat socialiste, le fait que les problèmes de l'organisation de la police et des forces de sécurité dans l'Etat socialiste sont également importants, enfin, le problème de l'émancipation de la femme. L'Etat socialiste doit se libérer d'un pharisaïsme qui a caractérisé jusqu'ici l'état démocratique-pseudo démocratique-capitaliste.

Voilà très brièvement résumé ce que sont les lacunes. Je n'ai cité que les principales. Il y en a eu d'autres. On a fait remarquer par exemple que le problème de la démocratisation intérieure des partis était important, que les problèmes de l'organisation de la fonction publique dans l'Etat socialiste étaient importants.

4/2 LE PLURALISME DES PARTIS

M. Duverger

Dans un état, même intégralement socialiste, n' imaginez pas que l'homogénéité de la population sera telle qu'il n'y aura pas de contestation, qu'il n'y aura pas d'opposition... Tout le monde sait que les Sociétés modernes sur-développées, sont des Sociétés où il y a une grande hétérogénéité des conditions sociales. Sans doute nous essaierons d'avoir une égalité aussi grande que possible, mais ce ne sera jamais une égalité absolue.

S'il y a inégalité, il y aura des forces différentes, et cela entraîne des visions différentes des rapports politiques et sociaux, et cela entraînera une certaine opposition. C'est ce que j'ai voulu suggérer en employant la distinction du marxisme classique et du communisme contemporain, la distinction des classes et des couches, des contradictions et des antagonismes.

Il peut y avoir plusieurs idéologies dans des conditions de classes homogènes, et c'est là aussi une des raisons pour lesquelles l'analyse en profondeur de la pensée socialiste et de la doctrine socialiste devra être poussée dans les années qui viennent.

L'état socialiste, *parce que socialiste*, sera meilleur que l'état capitaliste et que tout état connu jusqu'ici, mais *parce qu'état* il ne sera pas totalement bon. Il comportera toujours un danger d'oppression. Il sera naturel que les citoyens s'organisent pour contrer ce danger d'oppression, et il serait passionnant, à travers l'histoire, de voir

comment les gens ont compris ce danger et comment, à certains moments, on a essayé de créer des contre-pouvoirs. Le parti d'opposition ou les partis d'opposition ce sont les contre-pouvoirs.

Toutefois le parti d'opposition ne doit pas être le seul à jouer le rôle de contre-pouvoir. Il faut qu'il y ait de vastes systèmes autonomes dans un état socialiste, des systèmes autonomes pour la presse, pour les institutions de radio et télévision, pour les universités, etc. Il faut arriver à trouver des statuts qui ne soient pas capitalistes et qui ne tendent pas à l'étatisation centralisée.

P. Le Brun

● L'un des points les plus importants du rapport sur la démocratie dans l'état socialiste me paraît être celui qui concerne l'admission des partis ou de partis de contestation globale, à condition qu'ils n'agissent que dans le cadre légal, par le jeu de la propagande et des élections libres.

Par contre, il me paraît très exagéré d'ériger en dogme le pluralisme des partis se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme.

Le pluralisme actuel de ces partis découle beaucoup moins de contradictions antagonistes entre couches sociales d'une même classe, que de désaccords majeurs entre ces partis sur la notion et le contenu de la démocratie, et pour tout ce qui concerne les actions et les entreprises, en France et dans le monde, de l'impérialisme américain.

Ce sont d'ailleurs des désaccords dont la liquidation conditionne toute perspective d'alternative démocratique et socialiste.

A fortiori rappellerai-je ici que la réalisation d'une telle alternative démocratique et socialiste exige celle de l'unité syndicale totale dont chacun connaît les conditions, mais que n'acceptent pas encore les principaux responsables.

M. Duverger

● Certains ont approuvé entièrement la position du rapport en disant qu'il fallait qu'il y ait dans l'Etat socialiste des partis de contestation globale. D'autres sont contre. Il leur apparaît qu'il est impensable que l'on réclame le rétablissement du capitalisme dans un état socialiste. Un intervenant a même dit qu'il paraissait impensable que dans un état socialiste laïque un parti chrétien puisse se développer, et que l'on voyait trop le danger que cela pouvait présenter.

J'avoue personnellement que je ne suis pas extrêmement sensible à ce danger dans le cadre d'un état socialiste, et sur ce point, je n'essaierai aucunement de masquer le fait que, personnellement, je suis tout à fait en désaccord avec les théories de ce genre qui sont d'ailleurs, à mon avis, beaucoup plus une sorte d'illusion doctrinale qu'un contact avec les réalités. J'ai l'impression que certains ont un complexe. Ils ont un peu peur. Ils imaginent que le socialisme c'est quelque chose de tellement fragile que le peuple ne s'y reconnaîtra pas et que le socialisme, à tout moment, risquera d'être détruit.

*supériorité
naturelle
du socialisme
établi*

Mettons à part le problème de la période transitoire de construction sur laquelle je vais revenir. Quand le socialisme sera établi, il présentera une supériorité naturelle sur les autres systèmes qui fait que normalement un peuple éclairé reconnaîtra cette supériorité naturelle. J'imagine mal qu'un parti de contestation globale puisse aboutir à détruire le système socialiste, à moins que les défauts du système ne deviennent tels qu'il paraisse insupportable. A ce moment là, je ne modifie pas le raisonnement qui est celui de mon rapport, le développement du parti de contestation globale serait l'avertisseur d'alerte qui montrerait que le socialisme fonctionne mal.

Si vraiment le socialisme ne pouvait pas arriver à être compris par la masse des gens, comme étant le système préférable à tout autre, dans une nation où les gens commencent à être éclairés, c'est que nous nous serions trompés et que le système socialiste n'a pas la supériorité que nous lui prêtons.

Pierre MENDES-FRANCE a souligné d'une façon très forte que certains aspects du pluralisme tels que je les ai décrits, avaient un côté tout à fait artificiel,

que si vraiment le pluralisme n'était que l'idée de deux équipes, dont l'une se mettrait en quelque sorte au vert pendant que l'autre gouvernerait, c'était tout à fait illusoire. Je n'en disconviens pas. Mais revoyez le texte, dont je conviens qu'il a été rédigé d'une façon trop allusive : il se place sur la base de ce qu'a été jusqu'ici l'établissement du socialisme et tient compte du fait que jusqu'ici le socialisme a fonctionné sous une forme monolithique, sans pluralisme. D'autre part, il se place sur le plan d'un dialogue avec nos camarades communistes pour essayer de définir avec eux comment, dans une société sans classes, il peut y avoir pluralisme.

C'est en réalité un point limite. Je veux dire que s'il n'y avait pas d'autres justifications au pluralisme il y aurait encore celle-là. Mais il y a d'autres justifications au pluralisme et qui sont beaucoup plus importantes.

J'ajoute qu'il ne me paraît pas que le problème du socialisme en France soit le problème de nous soucier de trouver beaucoup de justifications au pluralisme. Je crains que nous en ayons au contraire beaucoup trop.

C'est cela qui me permettra de répliquer à une remarque du même ordre. On m'a dit : « On a l'impression, à vous lire, que s'il n'y avait pas de pluralisme, il faudrait en inventer un nécessairement. »

Non. Ce qui a été le rêve de la pensée socialiste c'est d'arriver, par une transformation de la psychologie des hommes à une société pleinement intégrée où il n'y ait plus vraiment de conflits, d'oppositions, où tout le monde puisse vivre dans une fraternité universelle. Je pense que cela a une valeur morale supérieure à cette sorte de pseudo-pluralisme dont je parlais tout à l'heure. Mais ce point d'aboutissement ne peut être que très lointain. Nous avons trop constaté dans les pays socialistes à quel point on utilisait le thème de la société sans classes et de la fin des conflits pour justifier la lourde pesée d'un système monolithique, alors qu'il y avait des conflits et qu'il n'y avait pas encore une fraternité totale et une disparition des contradictions. Cet aboutissement n'est pas problème immédiat, ce n'est pas le problème de ma génération, ce n'est même pas le problème des générations plus jeunes qui sont dans cette salle.

L'essentiel, c'est de ne pas détruire les pluralités qui existent dans la mesure où elles ne sont pas un obstacle fondamental à la construction de la société socialiste.

4/3 LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

P. Mania

*le parti
monolithique
n'est jamais
justifiable*

● Je lis dans le rapport de Maurice Duverger : « La dictature du prolétariat et les partis uniques constituent des méthodes archaïques d'établissement du socialisme correspondant à la situation de pays sous-développés. »

Bien sûr, c'est là une vieille idée. Et nul n'étant infaillible, je dirai que Trotsky n'a pas eu toujours tort et Lénine toujours raison dans la Révolution.

Je voudrais rappeler une parole fort belle de Rosa Luxembourg dans son ouvrage « La Révolution russe », où elle critiquait alors les deux grands dirigeants de la Révolution bolchevique, Lénine et Trotsky : « La liberté réservée aux seuls partisans du Gouvernement, aux seuls membres du parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté ». Et elle avait cette formule excellente : « La liberté c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement ».

A la lumière des textes classiques il apparaît évident que l'expression « dictature du prolétariat » a grand besoin d'être remplacée par une formule plus adéquate. Mais nous ne tenons pas aux fétiches. Nous constatons qu'il n'y a aucun désaccord entre la pensée réelle des révolutionnaires marxistes et notre propre volonté de réaliser la France socialiste de demain, la démocratie la plus large.

Je lis dans le rapport : « Le parti unique constitue un mode archaïque d'établissement du socialisme dans des pays sous-développés où les difficultés de l'industrialisation imposent une discipline rigoureuse que l'absence de traditions démocratiques rend supportable. »

J'avoue que ce mot « supportable » m'a heurté. Ainsi la dictature du parti serait

supportable et en quelque sorte justifiable en Chine par exemple, mais inacceptable dans notre pays ? Cela me rappelle un peu l'idée que les gens se font des Chinois ou des gens d'Extrême-Orient pour qui un bol de riz a suffi, alors que notre estomac exige le beefsteack-frites.

Le rapporteur se montre beaucoup plus indulgent que nous, au « Débat Communiste », à l'égard du parti unique, et nous pensons que tous les hommes ont besoin de liberté et de beefsteack-frites.

C'est dans des circonstances exceptionnelles, en Mars 1921, que le Parti s'est érigé en dictature, mesure circonstancielle, dramatique, déplorable, imposée par les circonstances tragiques dans lesquelles se débattait la Révolution. C'est encore Staline qui substitua arbitrairement à la direction populaire des Soviets, celle du parti, puis, à l'intérieur du parti, celle du Comité Central, puis, à l'intérieur du Comité Central, celle du Bureau Politique, puis, à l'intérieur du Bureau Politique enfin, celle du Secrétaire Général.

Ainsi est née, au nom du Parti, la dictature d'un homme s'appuyant sur la bureaucratie. Toute la tradition marxiste, sans parler du bon sens, s'inscrit en faux contre cette théorie qui fut poussée jusqu'à l'interdiction des tendances, c'est-à-dire jusqu'à ce comble de l'inibécillité anti-marxiste : le parti monolithique.

M. Duverger

● On a dit que le rapport semblait marquer l'idée que nécessairement, dans un pays sous-développé (1), il n'y a pas de traditions démocratiques, il y a des difficultés énormes d'accumulation primaire du capital. Il faut un parti unique, une dictature, un système monolithique.

Je n'ai pas dit cela, ou en tout cas je n'ai pas voulu dire cela. J'ai simplement voulu dire que le fait que jusqu'ici le socialisme avait revêtu la forme d'une dictature avec parti unique, monolithique, s'expliquait en partie au moins, et dans une partie très forte, parce qu'il s'était développé dans des pays arriérés au point de vue économique et qui n'avaient pas de traditions démocratiques. Je n'ai pas voulu dire que des pays placés dans la même situation devraient nécessairement employer les mêmes méthodes.

C'est d'ailleurs un problème que de définir des formes de démocratie et de socialisme démocratique applicables aux pays en voie de développement. C'est un problème dont j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les dirigeants de pays en voie de développement il y a encore un mois et demi, en Egypte. C'est une question importante et il était indispensable de marquer qu'à aucun moment nous n'avons pensé que la seule voie du socialisme dans les pays sous-développés était la voie de la dictature d'un parti unique monolithique.

4/4 COLLECTIVITÉS LOCALES ET DÉMOCRATIE

M. Dubedout

*l'éducation
politique
et civique*

● Vous me permettrez, d'exprimer une remarque. Cette remarque vise le grand vide que nous avons découvert dans vos rapports en ce qui concerne la vie régionale ou locale, et lorsque j'emploie le terme « régionale » je me garderai de donner mon aval et mon approbation à la parodie de vie régionale qui est actuellement celle que nous connaissons.

Mais j'emploierai quand même le terme parce qu'il est pratique.

Le rôle des collectivités locales est à peine abordé dans vos rapports. Cela me paraît être une lacune.

La participation au niveau local et régional est un moyen très important d'éducation politique et civique.

cf : intervention de P. Mania

Mais comment voulez-vous que cet apprentissage prenne sa valeur et que les meilleurs ne se découragent pas si la vie politique locale ne repose pas sur un parfait épanouissement et si les collectivités locales ne sont pas pourvues des moyens de travail, de l'autonomie financière, de la possibilité d'impulsion et d'initiative qui est la justification de l'existence même de cette politique locale ?

Vous faites l'étude des structures d'un état socialiste et vous avez noté qu'effectivement il y a là un danger, car l'Etat socialiste, par essence, concentre entre les mêmes mains le pouvoir politique et une grande partie du pouvoir économique. Vous risquez de tomber dans le piège de l'Etat tentaculaire, centralisateur, en face de qui le poids de la collectivité locale risque de peser bien faiblement.

Si l'on veut rendre le pouvoir plus efficace, plus souple, plus humain, il faut que le plus grand nombre d'hommes y apportent leur concours.

Préserver la démocratie face à un pouvoir centralisateur, c'est renforcer le pouvoir des institutions politiques qui sont à l'échelle de l'homme et surtout adapter leurs structures à leurs tâches, dans le cadre de la cité, dans le cadre de l'agglomération, dans le cadre du département.

M. Duverger

● Je sais qu'un certain nombre des participants de ce Colloque pensent que l'essentiel de la démocratie c'est de démocratiser à la base, et c'est vrai sur le plan civique, et c'est vrai sur le plan de la participation active et réelle, mais il ne faut jamais que la participation à la base masque le fait qu'il n'y a pas de démocratie quand il n'y a pas pas non plus de participation globale ; et, sur la participation globale, il me paraît essentiel que les citoyens puissent exercer clairement leur choix.

4/5 LA RÉGION, NIVEAU DÉCISIF

M. Philipponeau

● La décentralisation locale ou régionale a aussi, le mérite de développer une sorte de pluralisme géographique.

D'abord une sorte de démocratisation des C.O.D.E.R., puis la création de Conseils Economiques Régionaux, ultérieurement des Assemblées régionales élues dotées de pouvoirs réels. Plus tard, et seulement lorsque l'Etat socialiste aura une base solide dans toutes les régions, on peut très bien concevoir qu'un exécutif élu serait chargé de gérer les affaires qui seraient de la seule compétence de la région.

*le droit
des régions
à l'information
autonome*

Le droit à l'information, en Bretagne, c'est quelque chose qui nous paraît fondamental parce que précisément nous ne disposons pas de moyens d'information sur l'opinion régionale, et la référence au système allemand du réseau de radiodiffusion dans les landers présente grand intérêt. Je crois que chaque station régionale, pour ses émissions propres, devrait être contrôlée par des représentants des collectivités régionales, Conseil Economique Régional, ultérieurement Assemblée Régionale.

Le problème de la presse régionale est très important. Le monopole de fait dont jouissent certains grands quotidiens régionaux ne devrait pas, à mon sens, être toléré dans un régime démocratique, et si les journaux n'acceptent pas un certain pluralisme pour les informations politiques et économiques, les assemblées régionales devraient créer de nouveaux organismes de presse. Je crois même qu'on peut envisager, non pas une nationalisation mais en quelque sorte une régionalisation des journaux qui jouiraient abusivement d'un tel monopole.

M. Duverger

● On a fait remarquer que tous les problèmes de la gestion locale, de la décentralisation, de l'aménagement du territoire, qui sont fondamentaux pour le fonctionnement d'une démocratie réelle, vivante, avec une participation des citoyens, d'une démocratie qui ne soit pas en l'air, mais une base extrêmement solide, tous ces problèmes n'avaient pas été traités, sinon de façon allusive.

Votre rapporteur en est très conscient. A cet égard d'ailleurs une proposition constructive a été faite, qu'il est indispensable de soumettre au Colloque comme suggestion. On a proposé l'organisation de futurs Colloques prolongeant la Rencontre de Grenoble, sur le problème de l'aménagement du territoire et de l'action régionale. Il y a même eu des propositions très précises pour recevoir ces Colloques dans quelques villes de France.

M. Philipponneau

*problèmes
régionaux
et
échéances
électorales*

● Mais je crois que dans ce pays, tous ces électeurs flottants qui s'intéressent aux problèmes très concrets de la commune, de la région, du développement régional sont susceptibles de jouer un rôle capital pour la préparation de ce qu'on a appelé le troisième tour. Pour les toucher, il ne faut plus qu'ils puissent se représenter la Gauche, comme jadis, selon l'usage traditionnel de formation centralisatrice et jacobine. Il faut convaincre cette partie de l'électorat que l'avènement d'une démocratie socialiste permettrait de résoudre les problèmes régionaux.

Si nous réussissions à élaborer un nouveau Plan et les tranches régionales de ce nouveau Plan, si nous pouvions opposer d'une façon très concrète les objectifs des deux systèmes, les candidats opposés aux candidats gaullistes devraient pouvoir dire aux électeurs : « Voilà ce que le V^e Plan va apporter ou surtout ne va pas apporter à notre Région d'ici 1970, et voilà ce que comprend la tranche régionale de ce contre-Plan, de ce Plan-bis qui sera immédiatement appliqué si la Gauche prend le pouvoir. C'est à vous de choisir ».

Si bien que je crois que la bataille ne doit pas s'engager circonscription par circonscription, mais région par région. C'est celle-ci qui, à l'heure actuelle, doit constituer un cadre non seulement sur le plan économique, mais aussi politique.

Je crois que dans le cadre de la région tous les candidats opposés à ceux du Pouvoir devront dénoncer par des exemples très concrets toutes les conséquences qu'entraîne pour l'avenir régional la politique que soutiennent leurs adversaires, mais il doivent aussi pouvoir montrer que la politique qu'ils proposent de réaliser est capable, par ses options économiques et sociales, par un nouveau plan, par les tranches régionales qui sont immédiatement exécutoires, d'assurer à la région un avenir très différent de celui auquel les condamnerait la perpétuation du système actuel.

B. Vennin

*région
et
plan*

● Les mécanismes d'un marché socialiste pourraient fort bien entériner le mouvement auquel on assiste en France depuis des décennies, qui vide de sa substance économique et humaine des régions entières de notre pays, aboutit à laisser en friche ou à faire tomber en désuétude de larges fractions de notre patrimoine.

La rationalité des choix effectués par les entreprises, même socialisées, peut parfaitement ignorer une rationalité et une rentabilité économiques à un niveau plus global, celui de la région comme celui de la nation. C'est évidemment le rôle du Plan de les connaître et de les imposer, mais on est alors obligé de s'écarter fortement du schéma du Plan encadrant le marché.

B. Lambert

*région
et
vérité
des prix*

● Il serait dangereux de dire « vérité des prix » sans analyser le coût total d'un investissement. Ceci est d'autant plus important que nous sommes en présence d'un certain nombre de régions en France, que le capitalisme laisse actuellement périr de leur belle mort. Nous sommes en présence d'un certain nombre de régions qui exportent tous les ans des quantités énormes de main-d'œuvre non qualifiée vers d'autres régions. Ceci est extrêmement important, peut-être même nécessaire en régime capitaliste, mais ces régions qui ne sont pas nécessairement de tradition socialiste attendent que nous parlions un langage qu'elles comprennent.

Je peux vous dire d'expérience que lorsque dans des régions comme l'Ouest nous organisons entre paysans, ouvriers, artisans, commerçants et autres professions des manifestations pour demander l'aménagement, l'expansion économique d'une région, lorsque nous organisons des marches vers Paris pour poser les problèmes à l'opinion publique, il y a place pour un langage socialiste compréhensible qui puisse conquérir les masses, ce qui n'a pas été suffisamment fait.

Ce n'est pas en disant « vérité des prix » sans montrer les incidences de l'investissement dans leur totalité, que nous pourrions les conquérir. Il y a donc tout un secteur de recherche à développer en la matière.

G. Cury

*région
et
démocratie*

● On a parlé d'une double sorte de participation à la vie publique : une participation globale et, d'un autre côté, une micro-participation qui peut se faire, soit dans le cadre de l'entreprise, soit dans le cadre de la vie communale. Entre les deux il est absolument nécessaire d'établir un pont permanent.

Il en va ici de même que dans l'évolution scientifique. D'un côté il est exact qu'il y a une prolifération de nouvelles petites techniques, d'un autre côté il est exact qu'il y a un processus de synthèse qui fait que certaines questions qui auraient demandé un cours entier il y a trois ans, peuvent, parce que les problèmes sont résolus, être expliquées en une heure aujourd'hui.

Il faut tout le temps passer d'un niveau à l'autre, et c'est une gymnastique difficile. Nous devons savoir faire cette gymnastique, et le seul moyen d'y arriver est de penser à chaque instant comment les problèmes doivent être posés, afin qu'ils soient compris par ceux qui sans être engagés politiquement, savent qu'il y a des problèmes difficiles, du gâchis, du malthusianisme, que dans tous les domaines on pourrait faire mieux, et qui sont prêts à suivre ceux qui leur proposent concrètement quelque chose de mieux, au niveau de ce qu'ils comprennent. Or ce qui les touche et ce qu'ils comprennent, c'est la région.

M. Phlipponeau

*pour des
reconversions
dans la
région*

● On insiste, en référence à l'expérience américaine, sur le fait que le développement d'ensemble de l'économie suppose une évolution rapide de la structure des entreprises. Que par conséquent la sécurité de l'emploi ne peut-être assurée au niveau de l'entreprise, ni même à celui de la ville, et ne le sera par le dynamisme du développement général.

Je crois que l'on devrait ajouter, et je me permets d'insister sur ce point, que pour éviter l'aggravation des déséquilibres régionaux, cette sécurité de l'emploi devrait être dans l'ensemble assurée au niveau de la région, grâce à la reconversion. Or le système actuel ne permet pas de procéder aux reconversions nécessaires dans les meilleures conditions pour les travailleurs.

5

**LA
DEMOCRATIE
DANS
L'ENTREPRISE**

5/1 LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS A LA GESTION

G. Videcocq

● Il nous semble que le souci d'exposer les conditions objectives de la prise, de la conservation et de l'exercice du pouvoir par un gouvernement socialiste paraît avoir conduit à sous-estimer un élément qui nous paraît fondamental : sur quelle base et sur quelles réalisations concrètes un gouvernement socialiste suscitera-t-il et obtiendra-t-il le soutien des travailleurs ?

Il y a un rapport dialectique entre la nature des mesures que l'on veut prendre et la possibilité de les réaliser.

DUVERGER nous a dit que la micro-participation ne pouvait se concevoir que dans le cadre d'une participation plus globale, rendue possible par la démocratie. Nous sommes bien d'accord, mais nous croyons que, là encore, cela ne suffit pas.

On voit assez mal comment, pour la base, un socialisme qui ne réaliserait pas cette démocratie économique à la base pourrait se différencier nettement d'un capitalisme d'Etat.

SERVET a demandé ce matin aux syndicalistes, et BONETY a essayé de répondre, quelles conceptions le syndicalisme avait de la participation syndicale. Je crois que l'on pourrait peut-être renverser la question et demander quel type de démocratie le pouvoir politique est-il à même d'imposer dans le cadre des différentes entreprises ?

D'une façon générale un Gouvernement Socialiste ne pourra se donner une force et des moyens d'action que dans la mesure où il aura pris un certain nombre de décisions concrètes, un certain nombre de décisions tangibles qui feront en sorte que les travailleurs aient compris que ce Gouvernement socialiste a bien choisi son camp et qu'il n'est pas susceptible de retour en arrière.

B. Vennin

*gestion
ouvrière et
socialisme*

● Le rôle concédé aux travailleurs et à leurs organisations dans l'entreprise, voire dans le fonctionnement de l'économie, nous paraît singulièrement mince. A la limite, on les charge de l'intendance sociale : on les gave d'informations, on leur concède un contrôle a posteriori. On leur donne un rôle de sonnette d'alarme pour les entreprises ou branches en régression, mais on ne parle pas d'un rôle positif, par exemple dans les branches en expansion.

C'est en effet, directement du vouloir des travailleurs que dépendent les chances de succès d'une expérience socialiste dans notre pays. Il n'est pas question de contester le rôle de la fonction gestionnaire en économie socialiste. Mais si d'une part on n'explique pas clairement les fins économiques et sociales, et non seulement morales, d'une société socialiste et si, d'autre part, on affirme qu'il n'y a d'autre solution, en vertu des nécessités de l'efficacité économique, que de garder une structure autoritaire de l'entreprise à peine amendée par une sorte d'élargissement du rôle des Comités d'Entreprise, il est clair qu'on n'obtiendra pas la confiance des couches populaires, des travailleurs, et qu'il n'y aura pas, dans ce pays, de majorité pour porter au pouvoir les socialistes et soutenir leur expérience.

G. Mathieu

● La participation du plus grand nombre à la gestion est, je crois l'un des intérêts — et des objectifs — principaux de l'élimination de la propriété privée. Car le socialisme ce n'est pas seulement consommer plus, gérer plus rationnellement, c'est aussi participer à la décision. S'il est un secteur où cette participation à la décision est indispensable, c'est bien celui de la presse. La liberté de la presse ce n'est pas fondamentalement le droit de quelques milliardaires à faire lancer des slogans, des bandes dessi-

nées et quelquefois des idées (les leurs); c'est la possibilité, pour des milliers de travailleurs que sont les journalistes, de s'exprimer librement, quel que soit leur choix philosophique, politique ou esthétique, sans que les en empêche un industriel usant de son droit de propriétaire.

Pour connaître personnellement les joies que donne la liberté d'écrire librement — dans un journal non capitaliste — je sais l'enrichissement, la joie qu'apporterait à d'autres travailleurs la possibilité de peser librement et hardiment dans le destin de leur entreprise. Cette possibilité n'existera que si un grand pas est fait vers la gestion des firmes nationales par leur personnel.

Qu'il faille concilier cette revendication d'autogestion avec le respect des grandes lignes du plan élaboré démocratiquement, assurément. Et nous devons étudier les modalités à proposer : poids du personnel dans le Conseil d'administration ou les conseils d'atelier ; succès et limites d'une gestion coopérative ; extension des droits syndicaux actuels et étude d'un droit de contrôle ; à quel niveau doit intervenir la représentation des usagers dans les entreprises publiques ? ces divers mécanismes doivent-ils être différents selon que l'entreprise a une situation de monopole ou se trouve en compétition avec d'autres dans sa branche ?...

Mais, en aucun cas, le souci de la participation la plus étendue possible du personnel à la gestion de l'entreprise publique ne doit nous quitter.

R. Quilliot

● *La participation des travailleurs à la gestion est indispensable, si l'on ne veut pas laisser l'autofinancement enrichir, à peu de frais, les capitalistes et les voir décider seuls de l'avenir de l'entreprise. Elle suppose l'accès à la comptabilité et le contrôle des résultats.*

Les notions d'autogestion ont encore à être creusées et expérimentées. Reste que la section syndicale d'entreprise élue et le droit à l'information intégrale sont les premières étapes de la prise du pouvoir économique par les travailleurs, au niveau du travail.

5/2 STATUTS IDENTIQUES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ?

G. Servet

● Il paraît souhaitable de ne pas donner aux travailleurs des entreprises du secteur public un statut trop différent de celui des entreprises privées. Réfléchissez à cette question. Voilà qui va loin. Ce serait de nature à recouvrir les préoccupations qu'avait Duverger quand il mentionnait le danger de bureaucratisation.

C'est une idée qui va plutôt en sens inverse de ce qui est le plus souvent avancé par bien des courants syndicalistes, selon lesquels il n'est pas de participation possible tant que le pouvoir demeure sous approbation privée et pour qui, à l'inverse, la gestion démocratique de l'ensemble public doit être de principe.

Entre ces deux thèses, le rapport a voulu lancer la discussion. Il ne tranche pas.

J. Ménard

● En ce qui concerne le problème de la participation des travailleurs à la gestion et du contrôle de cette gestion, on ne me fera pas croire que l'on peut sérieusement envisager une telle participation des travailleurs à la gestion dans de grandes entreprises privées. Je ne vois pas comment les chefs d'entreprises privées qui tout naturellement ont à défendre des intérêts privés — non pas tellement ceux de la masse des petits actionnaires, mais ceux des capitaux, des groupes de capitaux qui contrôlent la firme — peuvent accepter valablement d'être en même temps responsables devant des travailleurs salariés qui, pour eux, ne sont et ne seront que des exécutants.

Il sera déjà très difficile, il est déjà très difficile, comme l'a prouvé l'expérience des nationalisations françaises déjà réalisées, de faire participer les travailleurs de ces entreprises à la gestion. Mais si cela est difficile, je pense que ce n'est pas impossible, car si les Pouvoirs Publics qui nomment les dirigeants des entreprises nationalisées sont demain des pouvoirs socialistes et non plus bourgeois, alors il est probable que les dirigeants des entreprises socialistes accepteront et à ce moment là de collaborer avec les représentants des syndicats ouvriers.

Dans l'entreprise privée, c'est une illusion, et cette illusion risque de ruiner une fois de plus les espoirs que peut mettre la classe ouvrière et que nous mettons dans cette gestion, ce contrôle par la base.

P. Le Brun

● Contrairement à Georges SERVET je pense que — sous l'importante réserve d'assurer aux entreprises publiques toute l'autonomie de gestion compatible avec leurs obligations particulières à l'égard du Plan, ce qui est parfaitement concevable — ces entreprises devraient être le champ privilégié d'expérience de la co-gestion, puisque la propriété privée des moyens de production et d'échange en aura été éliminée.

Je pense même que le résultat de cette expérience de co-gestion dans les entreprises publiques pourrait être déterminant en ce qui concerne l'extension des nationalisations à d'autres entreprises et à d'autres secteurs.

D. Halluin

● A la commission sur *« le rôle du secteur public et du secteur privé »* il y a d'abord eu une intervention qui soulignait l'importance du problème de la co-gestion, du contrôle et de l'ensemble des participations qu'on pouvait envisager, mais qui les jugeait prématurés ou impossibles parce que les travailleurs ne s'y intéressent pas et parce que leur formation dans les conditions actuelles est insuffisante. A l'inverse, d'autres participants ont indiqué qu'il conviendrait, (dès l'accession au pouvoir et parce qu'il y aurait nécessairement une vague de revendications visant à l'amélioration du sort des travailleurs,) de donner satisfaction aux militants au niveau local en leur permettant la participation au contrôle et à la gestion.

Une idée (émise au sein du groupe de travail qui a préparé le rapport) a été refusée en commission. C'était celle que dans toutes les entreprises nationales qui exercent le monopole, on doit immédiatement mettre en œuvre la co-gestion par les travailleurs. Cette idée est un peu maximaliste. C'est plutôt l'inverse la co-gestion, la liberté de gestion des travailleurs doit être acceptée quand il n'y a pas de monopole.

Il y a donc deux thèses en présence : l'une prudente, estimant que les progrès dans le domaine des gestions sont prématurés, l'autre au contraire disant qu'il faut tout faire à la fois.

L'ensemble de la commission a paru se rallier à ce qu'a dit J. Dru à ce sujet. La thèse de J. Dru est la suivante :

1°) d'accord pour que les règles de participation, de contrôle, de gestion, soient les mêmes dans le secteur public et le secteur privé.

2°) le contrôle est choisi plutôt que la participation à la gestion.

3°) il n'est pas prématuré de le mettre en œuvre dès maintenant parce qu'il existe déjà, dans les entreprises, des personnes qui sont capables de vérifier les comptes et de prendre connaissance exactement des problèmes importants de toute l'entreprise.

5/3 RÊNOVER LES COMITÉS D'ENTREPRISE

J. Dru

l'exemple de l'institut pasteur

● Dans toutes les réunions relatives à la planification démocratique on a souligné l'importance de la participation des travailleurs à la détermination des objectifs. Mais cela est resté un principe général. On ne voit pas très bien comment traduire cela au niveau de l'entreprise, comment faire participer effectivement à cette poussée l'ensemble des forces disponibles à cet effet.

On a dit qu'il fallait étendre le pouvoir des Comités d'entreprise, et SERVET faisait remarquer ce matin que cela était assez curieux parce qu'aujourd'hui les pouvoirs qui sont consentis aux Comités d'Entreprise ne sont pas utilisés. Je ne crois pas qu'il y ait là une contradiction.

Il suffit de regarder comment fonctionne un Comité d'entreprise pour se rendre compte que dans la plupart des cas, à quelques exceptions près, ce comité ne peut pas assumer son rôle.

Vous savez que les membres sont élus sur présentation de listes syndicales. Il y a deux collèges (un collège de techniciens et cadres et un collège d'ouvriers) et quelquefois trois (employés). Finalement le Comité d'entreprise est très vite enfermé dans un cadre qui le condamne à ne s'occuper que des aspects tout à fait marginaux de la gestion : les œuvres sociales, les colonies de vacances, etc.

Bien sûr, on communique au Comité d'entreprise le bilan avant de le lire aux actionnaires, mais il va de soi que n'importe quelle entreprise est capable d'établir son bilan correctement, et il n'y a presque rien à dire à ce sujet.

Le fait qu'au moment des élections la couche des travailleurs qui peut être la plus apte à se prononcer à bon escient sur la marche de l'entreprise ne puisse s'y intéresser, et ne s'y intéresse pas, et d'autre part les pressions patronales contre la participation de cadres, d'ingénieurs, de techniciens, font qu'il y a peu de candidats. La C. G. C. peut toujours présenter son candidat, très souvent après entente avec la direction, et le cadre C. G. C. passe ; à la rigueur il y a un cadre C. F. D. T. ; c'est déjà beaucoup plus difficile pour un cadre C. G. T..

Bref, la structure même du Comité d'entreprise rend très difficile l'utilisation du pouvoir dont il dispose.

C'est cependant à partir de quelque chose qui ressemble à un Comité d'entreprise que l'on peut concevoir l'intervention des travailleurs dans la gestion de l'entreprise. Et peut-être le moment est-il venu de se demander s'il n'y a pas lieu d'opérer quelques modifications de ce Comité d'entreprise pour obtenir de meilleurs résultats.

Cela paraît d'autant plus nécessaire que tout le monde fait état de la transformation de la structure des couches salariales. Et cependant cette transformation de structure ne se reflète absolument pas dans la procédure qui conduit à l'élection d'un Comité d'entreprise.

Une innovation à cet égard est inspirée par ce qui s'est passé à l'Institut Pasteur à Paris. Il y a là un Conseil scientifique. Ce conseil scientifique a un pouvoir consultatif et cependant il a mis en échec une certaine politique du Conseil d'Administration.

Bien sûr, il n'y a pas partout, dans les Conseils scientifiques, un Monod ou un prix Nobel virtuel. Mais, dans toutes les grandes entreprises, il existe un groupe de travailleurs capables d'intervenir valablement et à bon escient sur l'orientation, les investissements de l'entreprise.

De là vient l'idée que l'on aurait un instrument très important de sollicitation d'énergie des travailleurs intéressés par les problèmes de gestions, si on utilisait un double Collège, l'un ayant à connaître des questions d'orientation et des questions techniques, l'autre des questions sociales.

Je précise bien que cette transformation pourrait avoir, dans mon esprit, un effet immédiat. On pourrait tester de cette manière les forces disponibles. Il ne faut pas se faire d'illusion sur la maturité politique de cette couche de travailleurs. Il ne faut pas non plus l'opposer aux travailleurs manuels d'une qualification relativement plus faible ; parmi ces derniers bon nombre ont une conception de caractère politique et syndical qui complète fort bien leur formation et qui leur permet d'intervenir très valablement.

J. Benard

● Nous sommes tous tombés d'accord que le socialisme ne s'avèrerait sensiblement supérieur au système social actuel que s'il entraînait non seulement une amélioration du niveau et du style de vie, mais aussi une plus grande maîtrise consciente par les individus de leur destinée, à commencer par une participation active et responsable à la gestion des entreprises où il travailleraient.

Sauf à tomber dans les illusions de l'association capital-travail, ce que nos rapporteurs n'ont certes pas fait, ou dans celles de Comités d'entreprise rénovés, et là mes craintes sont plus fortes, je ne vois pas comment on peut imaginer une telle participation au sein d'entreprises privées. Dans ces dernières, à moins de collectiviser leur direction, comme le proposait Bloch Lainé, (mais si cette procédure est sérieuse et définitive elle revient à une collectivisation de fait à laquelle le capital privé s'opposera tout autant qu'à une nationalisation classique les dirigeants s'estiment d'abord responsables devant les intérêts financiers qui les ont désignés, dont ils doivent faire fructifier les placements aux moindres risques. La seule règle du secret des affaires, si importante dans un marché d'oligopoles privés, s'oppose objectivement à un débat quasi public des grandes décisions de la firme. A moins que les représentants du personnel n'identifient les intérêts de ce dernier avec ceux de la firme dont ils sont salariés, risque non négligeable, comme le montrent bien des exemples américains, mais qui n'est guère souhaitable.

Selon moi, ici encore, la collectivisation non bureaucratique des grandes entreprises est le meilleur moyen de progresser réellement.

Puis-je cependant souligner que collectivisation décentralisée et participation des travailleurs à la gestion devront, pour réussir, faire passer rigueur de gestion et compétence avant facilités et démagogie ! les techniciens de l'économie doivent respecter la démocratie, mais montrer sans cesse aux responsables politiques et syndicaux, tant locaux que nationaux, les conditions d'obtention des objectifs ainsi que les éventualités sacrifiées pour tel ou tel choix. Un problème d'éducation économique aux différents échelons de décision ne manquera pas de se poser. Il serait dangereux de l'ignorer.

R. Bonety

● La modification de la portée et du contenu des Conventions collectives, pose le problème du pouvoir syndical dans l'entreprise, qui est celui de la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, qui doit conduire à condamner l'expression de certains Membres patronaux du Conseil Economique et Social qui considéraient que le syndicalisme était un corps étranger dans l'entreprise, conception qui réduit les syndicalistes au rôle de sujets du chef d'entreprise, ce que nous refusons profondément.

5/4 RÔLE DES SYNDICATS : CONTESTER OU GÉRER ?

G. Servet

● De quel droit allez-vous dire si vous donnez la priorité à la fonction de contestation ou à la fonction de gestion ?

C'est lorsque nous nous serons fait une idée complète du degré de police admissible en Société socialiste, du degré de contrainte que la gestion en économie socialiste admettrait, qu'il nous sera possible de raisonner sur le niveau de chaque décision et le degré de participation syndicale à cette décision.

Mais, sur ce point, l'apport fondamental doit venir du mouvement syndical. Je ne pense pas qu'il soit admissible de nier la fonction de contestation du mouvement syndical. Nous tomberons d'accord sur le fait que le socialisme c'est la gestion ouvrière.

Qui s'opposerait à cette idée que la dignité des hommes est à rechercher dans un partage plus grand de leurs responsabilités ? Nous trouverions là la clef d'une recherche

longue, construite sous l'angle d'une Société de rêve qui nierait complètement le fait que l'expérience actuelle amène le mouvement syndical à être réticent devant cette idée, et tant qu'il n'a pas fait la part de l'une ou de l'autre voie, le mouvement socialiste lui-même cherchera les formes d'organisation économique qu'il veut se donner.

R. Cottave

● On nous a posé une question concernant le mouvement syndical. Lorsqu'on nous dit : « Quelles responsabilités prendrez-vous demain ? », on pose sans doute la question fondamentale pour le mouvement syndical.

Cette question nous est posée par tout le monde. On veut, de tous bords, faire de nous des sénateurs, des ministres. Comment répondons-nous à cette question ? Sûrement selon la manière dont elle nous est posée.

Nous apprenons dans les entreprises, lorsque nous y exerçons notre activité de militants ouvriers, qu'il y a pour nous des places de contremaîtres disponibles à telles ou telles conditions... Mais nous entendons bien que, lorsqu'on nous propose de prendre nos responsabilités au niveau national ce ne soit pas sur le même ton que cette proposition nous soit faite !

Il est important de dire aujourd'hui qu'il faut que nous sachions qui pose la question. Il faut savoir aussi quel type de responsabilités on nous propose.

Je ne pense pas qu'un monde meilleur pourra exister si l'on confond les vocations. Je ne pense pas que, dans un monde socialiste, il faudrait considérer que tout d'un coup la vocation naturelle des syndicats aurait à disparaître. Bien au contraire, elle restera et elle restera toujours de plus en plus importante.

Ceci étant dit, nous pouvons clairement indiquer que nous sommes parfaitement conscients des problèmes, de la complexité du monde moderne. Nous savons qu'il n'y aura pas de progrès, pas de développement s'il n'y a pas un certain équilibre. L'un des instruments de la technique économique moderne, c'est une politique des revenus. Mais si cette politique des revenus est seulement un instrument d'équilibre financier et monétaire, ceci n'est pas de notre vocation. Si l'on nous dit que la politique des revenus est vraiment une tentative de révolution, de répartition nouvelle de la richesse nationale, alors nous disons que c'est l'ambition de toujours du monde ouvrier. Ce jour là nous serons prêts, car cela fera partie de notre vocation que de passer des contrats, que de passer des accords pour contribuer à cette plus juste répartition du revenu national.

R. Bonety

● Sans aucun doute nous n'entendons pas que la mise en œuvre d'une politique des revenus conduise le Mouvement syndical à abandonner son autonomie revendicative et son pouvoir de contestation.

Je voudrais ici, essayer d'apporter quelques réflexions sur la question-piège que SERVET nous lançait ce matin en affirmant que le Mouvement syndical devrait dire s'il entend contester ou gérer.

Je crois que le Mouvement syndical est représentatif d'un certain nombre de valeurs fondamentales qu'il a le devoir de continuer de préserver, de défendre et de promouvoir dans un Etat capitaliste qui les néglige, qui les baffoue, et qu'il aurait également le devoir de les défendre et de les promouvoir si demain, l'Etat socialiste négligeait telle ou telle de ces valeurs.

Partant de là, le Mouvement syndical, à mon sens, doit conserver son pouvoir de contestation, ou plutôt la possibilité pleine et entière de recourir à la contestation s'il estime que le contrat qu'il vient de signer a été déchiré, ou s'il estime que telle ou telle valeur qu'il a le devoir de défendre se trouve négligée ou baffouée.

Ce qui ne veut pas dire que, dans un Etat socialiste, la manière dont s'exerce la contestation syndicale dans le régime capitaliste serait poursuivie à l'identique. S'il devait en être ainsi je dirais volontiers : pourquoi changer de Gouvernement ? Autant laisser les choses aller.

Je pense que le Mouvement syndical ne peut sortir de ce dilemme : contester ou gérer, que s'il recourt à une politique contractuelle, car il a l'habitude de contracter et c'est librement qu'il décide de le faire ou librement qu'il peut le refuser. S'il décide de contracter dans le cadre d'une planification véritablement élaborée de façon démocratique, s'il le fait d'une manière limitée, pour une durée donnée, je pense que dans ce cas l'indépendance du Mouvement syndical aura été correctement préservée.

*les
responsabilités
que les
syndicats
pourront
prendre*

*une
politique
contractuelle*

6

**L'EXTENSION
ET LA
RENOVATION
DU SECTEUR
PUBLIC**

J. Benard

*dans
la phase
d'instauration
du socialisme*

● La mise en place d'une politique économique socialiste (resserrement de l'échelle des revenus, développement des investissements collectifs, réorientation des investissements productifs, aménagements de la fiscalité, etc.) heurtera nécessairement les groupes financiers et industriels privés. Les essais de sabotage sont très probables, d'autant plus dangereux si les contrôles du commerce et des paiements extérieurs ne sont pas resserrés. Il faut donc écarter ces menaces des secteurs clefs, sans négliger pour autant l'indispensable emploi de toutes les autres techniques de politique économique disponibles.

Mais l'efficacité même de ces autres techniques (contrôle du crédit, rationalisation de la dépense et des investissements publics, aménagements fiscaux, politique des transferts, etc.) n'est pas indépendante du climat politique et social. Acceptées (de mauvais gré) par les groupes privés quand ceux-ci ont besoin de l'aide de l'État sans que ce dernier remette en cause leurs propres objectifs ni leur puissance, elles se heurteraient très vite à leur réticence, voire leur opposition ouverte dans le cas contraire qui est celui que nous envisageons par hypothèse.

Enfin, la rigueur financière et la politique anti-inflationniste, dont la nécessité a été opportunément et justement soulignée par le rapport « La gauche et la monnaie », fera fatalement retomber le poids principal de l'instauration d'une politique économique socialiste sur les épaules des salariés. Comment leur faire admettre cette conséquence (qui peut durer quelques années) sans leur montrer que le capital privé fait lui aussi, et d'une façon plus structurelle, les frais de l'opération ?

Encore faut-il, bien entendu, que le secteur public et nationalisé (ancien et nouveau) soit doté d'équipes de direction compétentes et dévouées au pouvoir socialiste.

G. Martinet

*socialisme
et marché*

● Je marquerai, je dois le dire, une certaine différence avec ce qui a été dit dans les rapports. En effet, ces rapports ont l'air de laisser entendre que la construction socialiste peut se faire dans le cadre d'une économie de marché, et que l'expérience que l'on enregistre actuellement en Union soviétique et dans les pays communistes va plutôt dans ce sens, puisqu'il y a une sorte de réhabilitation du marché et même une réhabilitation du profit.

Je crois que cette interprétation est dangereuse et fautive. Dans une économie socialiste, le marché est évidemment appelé à jouer un rôle, et, il faut le reconnaître pour Marx et Engels cela ne devait pas être le cas. Si l'on reprend tous leurs écrits, on constate que, pour eux, ce qu'ils appellent les catégories marchandes devaient disparaître dès le début de la construction socialiste. Or les catégories marchandes existent toujours dans les économies socialistes.

De là à conclure que le marché peut y jouer un rôle primordial, il y a un immense pas qu'il ne faut pas franchir, car dans une économie socialiste le rôle du marché ne serait qu'un rôle secondaire. L'essentiel des décisions d'investissement dans une économie socialiste — et en fait cela commence déjà à être le cas dans les économies capitalistes — sont ce qu'on appelle des macro-décisions c'est-à-dire des décisions qui ne tiennent pas précisément compte du marché, mais qui, tiennent compte des changements techniques qui doivent intervenir dans les prochaines années et qui auront une influence sur la structure même du marché, et qui modifieront par conséquent d'une façon complète le système actuel des prix, le système actuel du marché.

Vouloir penser à une planification qui se situe principalement dans le cadre du marché, alors que le développement du socialisme repose sur une opposition et sur une dialectique entre la planification et le marché, est une vision tout à fait erronée et dangereuse, d'autant plus dangereuse qu'elle ne nous permet pas de comprendre d'une façon efficace, et de faire apparaître d'une manière valable, notre opposition au V^e Plan gaulliste.

C. Bourdet

● L'appropriation publique des principaux moyens de production est la *condition même* de l'affaiblissement *politique* durable de nos adversaires, et de nombreux orateurs ont été unanimement applaudis pour l'avoir dit. Puis-je indiquer au surplus que *s'il n'y a pas extension rapide du secteur public*, la politique des prix alignés sur les prix de revient proposée par LAVAU va démolir comme il l'a montré, les entreprises moins compétitives au profit des grands trusts, accélérer le développement du supercapitalisme et accroître énormément sa puissance tant économique que politique. Il ne nous témoignera sa reconnaissance pour cette aide bénévole qu'en écrasant le socialisme...

P. Le Brun

réforme de structure et entreprises nouvelles

● J'ai pris connaissance avec un intérêt tout particulier de la note de Jean DRU donnant priorité à l'appropriation publique des moyens de production considérée de façon très classique, non seulement comme un moyen, mais comme un but essentiel du socialisme. La thèse est simple et cohérente, mais elle prend insuffisamment en considération, me semble-t-il, divers enseignements recueillis en France et ailleurs : le niveau actuel des aspirations et des moyens de la classe ouvrière dans ce domaine, la disjonction croissante entre le pouvoir économique et la propriété, les interférences de la technocratie, de la démocratie et du Plan, et enfin, les possibilités autres que les nationalisations pour contrôler et réformer fondamentalement l'économie.

Il n'est certainement pas fortuit de penser que la recherche objective d'un autre V^e Plan, fondée sur la satisfaction des revendications essentielles de la classe ouvrière, fasse moins apparaître la nécessité, a priori du moins, de nouvelles nationalisations que celle d'autres réformes de structure, de caractère non moins anti-capitaliste d'ailleurs, en ce qui concerne la propriété foncière, la fiscalité, le crédit et le financement, notamment pour la création d'entreprises publiques *nouvelles*.

C. Bourdet

municipa- lisation des sols

● Nous avons parlé de municipalisation des sols à bâtir, plutôt que de nationalisation, parce que les communes nous paraissent mieux placées que l'Etat pour gérer le portefeuille foncier qui les concerne directement. C'est aussi parce qu'en donnant à la commune renouvelée une fonction économique de cette importance, nous faisons d'elle autre chose qu'une courroie de transmission entre le citoyen et l'Etat, ce qu'elle tend de plus en plus à devenir.

Mais cette maîtrise du sol resterait théorique si les communes ou les groupes de communes n'avaient pas en plus, les moyens juridiques, les moyens financiers d'exercer leur maîtrise. Ce qui suppose que le droit foncier soit complété par la création d'établissements financiers communaux ou intercommunaux, permettant de dominer le marché du sol et de le soustraire totalement à la spéculation.

Ceci tendra à renforcer l'existence économique des communes.

Enfin, ce n'est pas seulement sur le plan foncier que de tels établissements financiers seraient nécessaires. L'exemple yougoslave montre tout l'intérêt de la création de véritables banques communales ou régionales, instituts d'investissement propres à ces collectivités. En régime de transition vers le socialisme il y aurait un intérêt très grand à la création de tels instituts car ils seraient infiniment utiles pour faire face au sabotage, aux démissions, aux torpillages divers qui seront les réactions inévitables du capitalisme menacé. Les communes ou les groupes de communes pourront répondre infiniment plus vite que l'Etat à des situations comme celles-là, en aidant, grâce à de tels instituts d'investissement, des entreprises déjà existantes, en créant des entreprises pour remplacer celles qui disparaîtraient.

B. Vennin

● Le développement rapide du secteur public industriel doit être un des moyens décisifs du développement de l'économie socialiste planifiée. C'est à lui que doit revenir le rôle offensif principal, tant économique que politique, sous le contrôle du Plan, bien entendu.

La confiance accordée aux techniques d'encadrement de l'activité économique, à l'intérieur desquelles on pourrait laisser très largement subsister l'entreprise privée, paraît inquiétante.

Où il y a méfiance sur les fins du socialisme, ou la survie d'entreprises privées d'une manière autre que marginale (dans une économie socialiste qui a nettement dépassé la transition) est une complication inutile et fait peser des risques politiques graves sur l'avenir du socialisme.

J. Benard

● L'histoire de l'économie industrielle française est éloquent. L'entrepreneur dynamique n'a que très rarement été une figure caractéristique du capitalisme français. Depuis Colbert, ce capitalisme a pris l'habitude confortable de se développer à l'abri du protectionnisme et sous l'aile tutélaire de l'Etat. Nombre d'économistes américains eux-mêmes reconnaissent que, depuis la Libération, ce sont les entreprises nationalisées et le Plan qui ont assumé la mission de l'entrepreneur dynamique et innovateur que la théorie économique bourgeoise assigne traditionnellement aux patrons privés. L'effet d'entraînement et de novation qu'elles ont joué n'est nié par personne à l'étranger et les exemples sont éloquents d'E.D.F., de la S.N.C.F., de Renault et même des Charbonnages qui, à la différence de leurs confrères privés belges, ont su mener à peu près à bien une difficile reconversion. N'est-ce pas d'ailleurs traditionnellement parmi les jeunes hauts fonctionnaires et ingénieurs du secteur public que le secteur privé va chercher bon nombre de ses grands commis ? La formation qu'ils ont acquise dans le secteur public serait-elle donc si déplorable qu'il vaille la peine de la payer si cher ?

V. Gaumer

le problème foncier dans l'agriculture

● Le grand problème qui est posé est de savoir si pour la Gauche l'agriculture est un poids mort, ou si au contraire l'agriculture peut être un secteur économique viable.

Le problème foncier qui se pose pour l'ensemble de la nation, se pose avant tout pour l'agriculture. On ne peut pas dire que certaines organisations syndicales n'ont pas essayé de le résoudre. Si l'on essaie de résoudre ce problème au niveau d'un groupe, on résoudra peut-être celui, plus général, du problème foncier.

Il y a des tentatives faites de transformation des entreprises agricoles pour qu'elles soient enfin économiquement viables. J'espère que ce Colloque ou les Rencontres suivantes permettront de préciser l'attitude de la Gauche sur ces problèmes.

On a beaucoup parlé de Marché, et du Plan, mais on n'a pas élucidé le problème du marché dans le cadre agricole, qui est sans doute plus difficile que dans d'autres secteurs. Si la Gauche refusait, non de s'intéresser, mais d'essayer de promouvoir des solutions pour ces problèmes paysans, c'est qu'elle manquerait peut-être de courage.

Il y a dans le milieu agricole la tradition d'un certain passé et il est plus difficile de faire évoluer cette catégorie sociale. Vous mériteriez de ne pas concevoir une certaine évolution, de ne pas concevoir, au niveau de l'agriculture des transformations.

B. Lambert

● Nous sommes de plus en plus nombreux dans le secteur agricole — et dans des régions qui ne sont pas traditionnellement de Gauche — à dire que le droit de propriété actuel ne doit pas être aménagé, mais qu'il faut en créer un autre qui soit collectif. Le droit de propriété des agriculteurs représente un des principaux obstacles

à l'expansion économique, un des principaux obstacles aux transformations des mentalités. Il faudra donc détruire ce droit et le remplacer par un droit collectif.

Or, il me semble que nous n'avons pas suffisamment étudié la question. Il y a des phases de transition. Il faudra probablement que coexistent deux Droits. Mais, croyez-moi, beaucoup d'agriculteurs qui auraient à choisir entre la possibilité de racheter une part de leurs frères et sœurs ou abandonner leurs droits et avoir la sécurité de l'emploi, choisiraient dès aujourd'hui la deuxième formule.

Je pense donc que c'est un domaine qu'il faut continuer d'explorer et que nous ne l'avons pas suffisamment fait.

6/2 RÉFORMES INSTITUTIONNELLES ET CHANGEMENTS RÉELS

G. Servet

● Quand vous avez nationalisé quoi que ce soit, vous n'avez rien changé. Vous vous êtes éventuellement donnés les moyens ultérieurs d'un changement : ce qui suppose que, quand vous nationalisez, vous savez pourquoi vous voulez changer. Bien sûr si nous nationalisons S.I.M.C.A. et MICHELIN ce serait pour établir des rapports humains qui ne soient pas déshonorants, et quand on regarde la politique sociale de ces deux firmes, c'est un critère suffisant.

Dans le cas des Banques d'affaires, en revanche, le problème est différent, car vous savez que nous sommes dans un pays où l'appareil public de crédit a déjà 50 à 60 % de la masse totale des dépôts sous contrôle. Le problème immédiat du gouvernement socialiste sera de savoir quoi faire de ce dont il dispose déjà. Avant d'accroître la masse en question, il faut être sûr de savoir se servir de dotations financières dans des conditions compatibles avec les critères du Plan.

Dans vos réactions, il a été clairement défini une espèce de synonyme entre extension du secteur public ou nationalisé et socialisme. Ou, si vous voulez, le problème est abordé comme si le secteur public avait un avantage, celui d'être contrôlable et que le secteur privé n'était pas contrôlable.

Entre rapporteurs, nous avons beaucoup discuté de tous ces problèmes et nous aurions une grande tendance à être persuadés du contraire. Je veux dire par là que la sidérurgie française respecte beaucoup mieux les orientations des Plans actuels que RENAULT.

Le caractère contrôlable ou non pourrait très bien être davantage lié à la taille de l'ensemble à contrôler qu'au caractère juridique de sa propriété.

Il est clair pour nous que le socialisme a deux ennemis et pas un seul qui serait le capitalisme.

Ce sont :

- le capitalisme
- la bureaucratie et la déviation technocratique.

Toute augmentation démesurée et mal suivie, du point de vue de sa démocratisation, d'un secteur public dont la taille en France est déjà quasi suffisante, augmente le risque bureaucratique.

G. Martinet

*pourquoi
un programme
de socialisation
limité ?*

● Nous avons établi pour cette Rencontre une sorte de règle du jeu qui nous fait aborder les problèmes au fond et laisser de côté cependant, non seulement les questions tactiques, cela va de soi, mais aussi les aspects purement doctrinaux.

Je crois que c'est à propos de la question des nationalisations et des rapports entre secteur public et secteur privé que l'on a peut-être le plus souffert de cette volonté délibérée d'écarter les problèmes de doctrine.

Les différents rapporteurs sont d'accord pour considérer que pour la Gauche, aujourd'hui, il faut avoir un programme de nationalisation ou de socialisation limitée, qu'il faut fixer des objectifs dans cette direction, mais qu'on ne peut pas parler dans les conditions présentes, d'une socialisation de l'ensemble des moyens de production et d'échange selon la formule célèbre.

Mais pourquoi doit-on limiter nos objectifs ? Par sagesse, je veux dire par prise

en considération d'une situation donnée, ou par indifférence, je veux dire parce qu'il serait indifférent pour une politique socialiste que les nationalisations, les socialisations soient étendues ou non ?

Or il est clair qu'il y a eu à ce propos, dans les différentes interventions, une certaine ambiguïté. Les uns semblaient pencher pour la thèse de l'indifférence : après tout l'Etat contrôle déjà suffisamment de moyens économiques pour appliquer une politique, la question essentielle est la volonté d'appliquer cette politique.

Pour d'autres, au contraire, il fallait s'avancer plus carrément dans la voie des socialisations ; et je crois que c'est une question que nous ne pouvons pas éluder.

C'est un fait que nous trouvons toujours posé devant nous le problème du degré de socialisation, mais non pas le problème de la socialisation elle-même, à la condition, bien entendu, de ne pas limiter cette notion de socialisation à la conception étroite de l'étatisation.

Il y a de multiples formes de socialisation et en France même, en ce moment, nous en envisageons de très diverses. Par exemple en ce qui concerne la propriété des sols à bâtir, en ce qui concerne la réforme des structures agraires, en ce qui concerne le développement des coopératives, et aussi — les rapporteurs y ont fait allusion — en ce qui concerne des sociétés mixtes ou des sociétés dominées par le capital public.

Il y a de multiples formes de socialisation, mais ce qui me paraît essentiel de reconnaître c'est que l'un des objectifs du socialisme est celui-là et qu'il n'est pas possible d'avancer dans la voie du socialisme en y renonçant, précisément parce que le socialisme n'est pas seulement une doctrine économique, mais qu'il est, comme beaucoup d'orateurs l'ont souligné, la réalisation d'une certaine civilisation et qu'il est impossible de la réaliser tant que prédominent les forces de l'appropriation privée, tant que prédomine le système capitaliste.

R. Fossaert

réforme et gadgets

● Il faut se défendre d'un défaut dans lequel, fort heureusement, cette Rencontre n'est presque jamais tombée, un défaut que l'on pourrait appeler « le concours Lépine de la gauche renouée ». Il est, en effet, chez nous comme ailleurs, des petits inventeurs qui croient apporter une solution décisive lorsqu'ils dessinent un beau schéma institutionnel. Mais une politique — et surtout une politique financière — se définit par des orientations et des objectifs et non par des institutions : au niveau de l'agencement institutionnel, il y a toujours trois, quatre, cinq solutions concevables pour résoudre le même problème.

Il est vrai, par exemple, qu'un colloque de mars 1962 sur la planification démocratique avait pris une position très explicite en faveur d'une *banque nationale d'investissement*. Mais l'esprit de cette résolution n'était pas de dire : il faut une banque unique, appelée banque nationale d'investissement et qui sera organisée comme ceci et se situera comme cela dans le dispositif des institutions françaises, et le problème des investissements sera résolu. L'esprit de cette résolution était de dire : pour aider à résoudre le difficile problème des investissements, il faut que l'Etat structure, agence et emploie les capacités qu'il a d'intervenir de multiples façons comme banquier d'affaires ; pour ce faire, il existe une gamme étendue de solution entre lesquelles le choix ne peut s'opérer qu'en fonction de toute une série de considérations d'opportunité, y compris celles qui touchent au choix des hommes.

Ainsi, la banque nationale d'investissement n'est pas une solution miraculeuse. Si l'on ne définit pas une politique d'investissement complète et assortie de tous les moyens requis, ce pourrait même n'être qu'un gadget.

A. Sauvy

● Je ferai une observation sur le rapport de G. SERVET à propos des nationalisations. Je ne comprends pas que l'on puisse dire qu'elles n'ont servi à rien. Je trouve que c'est très dangereux.

Il est entendu qu'elles n'ont pas apporté le changement fondamental que l'on pouvait espérer ; mais, en ce qui concerne le capitalisme, ce n'est pas uniquement la question de la répartition des richesses qui intervient, en particulier dans l'entreprise, c'est la question du pouvoir.

Le danger, c'est précisément cette question du pouvoir, parce que ceux qui sont à la tête possèdent les pouvoirs et par conséquent pensent utiliser les moyens, non seulement dans les entreprises, mais en dehors. Et je constate que tout de même la nationalisation, techniquement réussie ou non, a eu un certain effet. Je ne crois pas qu'E.D.F. subventionne des partis politiques, ni qu'elle soit prête à exporter ses liquidités à la première alerte. Il y a donc eu un assainissement.

P. Le Brun

● Contrairement à G. SERVET, et aussi à notre ami André PHILIP — qui n'en a pas parlé aujourd'hui, mais c'est une idée qui lui est chère, — je ne vois pas du tout l'intérêt du Conseil supérieur du Secteur nationalisé, d'une tutelle supplémentaire sur les entreprises publiques, d'un écran qu'il constituerait entre les entreprises publiques et le Plan, le gouvernement ou bien encore les organisations syndicales.

6/3 QUE NATIONALISER ?

G. Mathieu

● *Que le champ actuel des entreprises nationalisées ne soit pas l'idéal ?* Cela me paraît évident.

Est-il, par exemple, indispensable ou souhaitable que l'Etat gère des garages à Paris, qu'il possède, par l'intermédiaire d'Havas, tout un réseau d'hôtels en Afrique du Nord, qu'il ait des imprimeries à Lyon, des ateliers de mécanographie à Paris, des entreprises fabriquant l'Annuaire de la Gironde ou l'Indicateur marseillais ?...

Est-ce que l'appropriation publique de ces firmes est justifiée par leur poids dans l'économie nationale, ou par l'influence qu'elles exercent sur le destin du pays et sur l'opinion, ou encore par l'expérience de gestion humaine qu'elles facilitent ?

Certainement pas. Mais bien des gens ont trop souvent peur de paraître affaiblir le principe de l'appropriation publique en critiquant telle ou telle de ses applications contestables.

G. Martinet

champ des
nationalisation
nécessaires

● Actuellement il se produit dans l'ensemble du monde capitaliste, et notamment en France, un mouvement considérable de concentration. Les accords RENAULT-PEUGEOT sont le dernier épisode de ce mouvement. Ils doivent avoir, à nos yeux, une grande importance, car nous ne pouvons pas les considérer simplement comme une suite d'un mouvement économique déjà analysé depuis longtemps par les socialistes. Nous devons établir le parallèle entre ce qui se passe ici, entre cette constitution de grandes unités économiques et financières, et ce qui se passe dans les pays communistes. Parce que, si nous cherchons une solution correcte à nos problèmes, nous ne pouvons pas seulement raisonner à propos du capitalisme ou du néo-capitalisme, nous devons mettre aussi en parallèle les expériences qui ont été faites ailleurs, dans le cadre d'économies de type socialiste.

Ce qui paraît important dans les réformes les plus intéressantes qui voient aujourd'hui le jour dans les pays de l'Est européen, et notamment en Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale, c'est le fait qu'au lieu de raisonner comme jadis avec le schéma : ou la concentration, ou la centralisation, ou la décentralisation, problème qui avait été posé par Khrouchtchev, on commence à se demander si, en fait, il n'existe pas dans un pays, dans une unité nationale, un certain nombre de grandes entités économiques qu'il y a intérêt à regrouper, à former et auxquelles il faut donner une certaine autonomie en prenant des mesures qui permettent de renoncer à la gestion purement administrative de jadis et d'avoir une gestion économique qui en même temps établisse un type de rapports nouveaux à l'intérieur de l'économie socialiste.

Et nous pouvons nous demander si dans un pays comme la France, au lieu de nous contenter d'enregistrer simplement ce mouvement de concentration, et de constater notamment qu'il met en cause, dans le cas de RENAULT, le secteur public, la voie de la socialisation ne passe pas justement par la constitution des grands ensembles sous le contrôle du secteur public.

Autrement dit, au lieu de réclamer des nationalisations, comme nous le faisons jadis, par secteur industriel entier : la sidérurgie, les chemins de fer, le gaz, l'électricité, ne devons-nous pas maintenant essayer de conquérir pour le secteur public toute une série de domaines nouveaux, en l'associant, dans une certaine phase, avec un certain nombre d'entreprises qui demeureront momentanément privées, mais qui seront déjà placées dans un ensemble plus vaste.

Bien entendu cela ne vaut que si, en même temps, nous savons résoudre les autres problèmes, et notamment les problèmes de la planification et les problèmes du marché.

G. Mathieu

● *L'extension du secteur public ne répond pas seulement à des objectifs économiques* (signalés dans le rapport introductif). Elle s'inspire aussi d'autres considérations.

La multiplication des sols à bâtir, par exemple, non seulement permet d'éviter un gâchis considérable des terrains, et garantit une économie aux futurs locataires ou copropriétaires (le sol étant acheté moins cher), mais elle facilite aussi un épanouissement de la démocratie locale, en donnant à la collectivité locale les moyens de prendre ses responsabilités sur l'avenir urbanistique de la localité, et cela sous le contrôle de la population.

La nationalisation de l'industrie pharmaceutique permettrait outre une baisse des prix des médicaments (par rationalisation des productions et laminage des profits) la mise en place d'une organisation non lucrative protégeant le plus parfaitement possible la santé de tous les Français. Enfin, l'éviction de la presse des grands intérêts industriels — textiles, aéronautique, industrie alimentaire, édition... — mettrait les journaux à l'abri des pressions multiples ou des contrôles qui entravent leur liberté, facilitant l'épanouissement démocratique que nous souhaitons.

A la liste des socialisations souhaitables, qui figure dans le rapport introductif, j'ajouterai donc les sols à bâtir, l'industrie pharmaceutique et la partie de la grande presse qui garde un caractère nettement capitaliste.

L'appropriation publique est aussi un problème économique. La réalité quotidienne nous montre qu'aujourd'hui comme autrefois, la propriété des moyens de production permet à quelques gros actionnaires d'aller contre l'intérêt du pays, et cela dans des secteurs qui sont économiquement ou régionalement essentiels. Citroën a refusé d'exporter; le patronat a voté au Conseil économique contre la création éventuelle d'une Société nationale rassemblant toutes les forces de l'électronique française et donnant à ce secteur essentiel pour l'avenir de notre pays ses meilleures chances contre la concurrence américaine; tel grand baron de l'acier s'oppose à la concentration qui permettrait une rationalisation humaine de la sidérurgie lorraine, redonnant à celle-ci ses chances face à la concurrence mondiale.

Cette analyse conduit à des conclusions pratiques : aux socialisations prévues dans le rapport introductif, j'ajouterai les compagnies aériennes privées (qui détournent le trafic d'Air-France), les gros transporteurs routiers (qui empêchent une saine coordination rail-route), la chimie (en passe de grignoter les houillères nationales) et — si elle n'opère pas son indispensable rationalisation, dans le respect des droits des travailleurs — la sidérurgie lorraine.

R. Quilliot

● Faut-il collectiviser et dans quelle mesure ? Il semble que la collectivisation doive sanctionner :

- la *faute économique* (non observation du Plan ou spéculation);
- la *faute politique* (intervention dans la vie politique);
- la *défaillance* : incapacité au développement (secteurs en expansion) ou à la création (secteurs normaux).

On doit se garder de nationaliser des déficits présents ou à venir.

Enfin, elle doit permettre de faciliter la planification et d'atteindre le point de non-retour en la matière. La collectivisation est un moyen du socialisme, un moyen parmi d'autres.

D. Halluin

*réduire
le pouvoir
capitaliste*

● Le rapport sur le « rôle du secteur public et du secteur privé » indiquait déjà une liste de nationalisations, en fonction d'un certain nombre d'objectifs précis... « secteurs-clés, pétrole, machines-outils... ou les techniques nouvelles : électronique, entreprises de fort développement... ». Je pense que ceci a été repris avec beaucoup de relief par le professeur BÉNARD ce matin, avec son idée de nationaliser les entreprises dominantes.

Deuxième objectif justifiant la nationalisation : expérimentation grâce à des entreprises-témoins, industrialisation du bâtiment, etc...

Troisièmement, aménagement du territoire, sociétés d'économie régionale.

Quatrième catégorie d'objectifs dans le domaine de la nationalisation : amélioration de la gestion des institutions collectives. Dans le domaine de la santé, il convient de compléter la mise en place de la Sécurité Sociale, notamment par la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Deux compléments ont été admis par la commission : c'est d'une part le problème du développement des coopératives dans l'agri-

culture dont il a été souhaité qu'il fasse l'objet d'un groupe de travail ; d'autre part, le problème du sol, qui a été cité pour mémoire.

En définitive, la commission a formulé les conclusions suivantes sur ce point et là-dessus, il y a eu unanimité :

1° un gouvernement de Gauche devra avoir pour objectif non seulement l'efficacité économique mais aussi la réduction du pouvoir capitaliste aux différents niveaux : économique, politique et social.

2° D'où nécessité d'un renforcement et d'une rationalisation du secteur public existant.

3° Et nécessité de procéder à des nationalisations. Quant à l'extension exacte de la liste et quant aux formules, (municipalisations, nationalisations, régionalisations) le débat reste ouvert.

6/4 LES BANQUES D'AFFAIRES

R. Quilliot

● S'agissant des problèmes de l'investissement, on peut discuter des techniques (Banque Nationale, I.R.I. etc). L'essentiel est, pour l'Etat, de tenir, de contrôler le robinet aux investissements. En ce sens, je ne crois pas que la nationalisation des banques d'affaires soit à écarter : il n'est pas concevable qu'elles échappent à une politique de l'investissement. Suffirait-il de les contrôler ? J'en doute. Certes, il convient d'abord d'utiliser à plein le système bancaire nationalisé. Mais l'essentiel est que l'ensemble des possibilités d'investissement relève d'une surveillance collective et puisse favoriser les orientations du Plan.

R. Fossaert

*ne pas prendre
l'opportunité
politique pour
une nécessité
économique*

● Dans la commission consacrée au rapport sur « La gauche et la monnaie », nous avons longuement discuté de la nationalisation des banques d'affaires et il nous faut rapporter ici les arguments, mais aussi les contre-arguments que cette proposition a suscités.

Cinq arguments ont été formulés :

- 1 — Les banques d'affaires sont l'un des principaux centres du pouvoir de la bourgeoisie, l'un des symboles, aussi, de ce pouvoir ;
- 2 — Dans l'orientation des investissements, elles exercent un rôle qui dépasse de loin leur capacité financière propre et qui, gouverné par d'impérieux critères de rentabilité, est loin de se plier aux exigences du plan actuel et, a fortiori, d'un plan socialiste ;
- 3 — La tutelle de ces banques sur de nombreuses entreprises, grandes et moyennes, prive celles-ci de toute autonomie pour s'adapter aux situations locales réelles. L'exemple de Neyrpic à Grenoble l'a bien montré ;
- 4 — En écrémant les affaires les plus rentables, ces banques tendent à exercer une certaine piraterie, même au détriment d'autres entreprises capitalistes ;
- 5 — Recueillir l'ensemble des participations que ces banques détiennent, donnerait à un gouvernement socialiste un large contrôle sur de vastes secteurs non encore nationalisés de l'économie.

Mais quatre arguments contraires leur ont été opposés :

- 1 — La seconde banque d'affaires française — l'Union des Mines — est née de la nationalisation des houillères, du remploi des indemnités de nationalisation. Peut-on concevoir, pour éviter pareille résurgence, que les banques d'affaires soient nationalisées sans indemnisation ?
- 2 — Ce serait oublier que la majeure partie des actions des principales banques d'affaires sont, aujourd'hui, très disséminées dans un vaste public. Ne pas indemniser ces inévitables « petits porteurs » serait prendre le risque de porter, d'entrée de jeu, une grave atteinte à la confiance financière dont la gauche au pouvoir aura besoin ;
- 3 — La principale banque d'affaires française, ce n'est pas la Banque de Paris et des Pays-Bas, c'est l'Etat lui-même. L'ensemble des participations possédées par l'Etat, les collectivités locales et les entreprises déjà nationalisées, excède en effet, de très loin, la puissance des principales banques d'affaires réunies. Mais l'Etat ne dispose, de la sorte, que d'un pouvoir virtuel qu'il n'a pas su — ou voulu — structurer et déployer. Ne serait-il pas préférable de donner forme à ce pouvoir, avant que de l'accroître d'apports nouveaux ?

- 4 — Enfin, il faut lever une confusion : sous le vocable de banque d'affaires, ce que la gauche vise très souvent, ce sont, en réalité, les groupes financiers animés ou non par une banque, et qui sont formés par l'imbrication intime de dizaines de sociétés « apparentées ». Si la gauche met en œuvre un programme de nationalisation, elle démantèlera, par là même, nombre de ces groupes et se saisira de pouvoirs nouveaux réels. Mais en s'attaquant exclusivement ou principalement aux banques d'affaires, elle risquerait souvent de passer à côté de ces pouvoirs réels.

La conclusion de la commission a donc été la suivante :

Pour agencer au mieux les pouvoirs économiques, afin de les mettre au service d'une politique de gauche, dans une phase de transition au socialisme, la nationalisation des banques d'affaires n'est pas une nécessité économique ; c'est une simple possibilité que des considérations d'opportunité politique peuvent rendre souhaitable, mais qui, sur le plan économique n'apporterait pas grand chose de spécial. Infiniment plus importants et plus urgents sont la restructuration, le remodelage et la réactivation de l'ensemble des pouvoirs financiers que détient déjà l'Etat.

6/5 LES RISQUES BUREAUCRATIQUES

G. Mathieu

● Beaucoup contestent que le fonctionnement actuel des entreprises nationales soit bon, et je crois qu'ils ont raison. Il est vrai, donc il est bon de dire que la grande masse des travailleurs du secteur public réagit à l'égard de ce secteur comme elle réagirait à l'égard du secteur capitaliste privé. Regardez le nombre de conflits qui se sont produits dans le secteur public depuis quinze ans. La nationalisation n'a pas abouti à l'épanouissement de l'humanisme dans le travail qui devait être la gestion des entreprises publiques par leur personnel. Les représentants des travailleurs dans les Conseils des entreprises publiques sont restés très minoritaires, cantonnés dans des tâches protestataires au sommet. Ce n'est pas l'échec d'une expérience de gestion directe que solde aujourd'hui l'indifférence ouvrière, c'est le refus d'une telle expérience.

Les nationalisations n'ont d'ailleurs pas toujours été utilisées dans l'intérêt de la grande masse des Français. Si leurs investissements ont été généralement positifs, la politique des prix qui leur a été imposée a souvent profité davantage au patronat privé (client) qu'au pays dans son ensemble.

A. Ferrat

*rendre la
classe ouvrière
apte à gérer
les entreprises*

● J'ai été frappé au cours de ces travaux par le fait que sous la rubrique d'extension des nationalisations on a présenté une liste très longue de toute une série d'industries, que, dans la période que nous appelons « voie de passage vers le Socialisme », un gouvernement de Gauche devrait avoir comme objectif.

Il s'agissait de nationaliser la sidérurgie, la chimie, les transports maritimes, aériens et routiers, les industries de pointe, mais aussi les industries retardataires, les industries de loisir et j'en passe.

Entre les industries de pointe et les industries retardataires, suivant la définition que l'on donne au mot pointe et au mot retardataire, il peut rester fort peu de choses. Nombreux sont les amis qui ont insisté pour dire que cette liste n'était d'ailleurs pas exhaustive, qu'on pouvait en ajouter encore beaucoup.

Il me semble dans ces conditions qu'il y a là un courant très estimable qui veut pratiquement organiser la nationalisation de l'ensemble de l'industrie de ce pays pendant cette période de la voie de passage au socialisme.

Dans quelles conditions politiques et sociales veut-on opérer ce travail de nationalisation ? Il y aurait de nombreux arguments et de nombreux aspects à souligner. Je veux seulement en souligner quelques-uns.

La classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs et des usagers de ce pays ne sont nullement prêts à assumer, je ne dirai pas la gestion, mais même pas le contrôle des industries qui seront nationalisées, des entreprises, des secteurs qui seront nationalisés, si par extraordinaire, on accepte la longue liste dont je viens de vous parler tout à l'heure.

Nous sommes, en grande partie, responsables de cette incapacité de la classe ouvrière. Quel est le rôle du mouvement socialiste ? Je pense au mouvement socialiste dans son ensemble, et j'y inclus le mouvement syndical dans ce qu'il a de profond, si mes camarades syndicalistes me le permettent. Notre tâche peut être principale dans ce pays. Il faut veiller à ce que la classe ouvrière soit capable de gérer elle-même son travail et sa production, sans cela il n'y aura jamais de socialisme, il n'y aura que de la bureaucratie.

Si nous n'avons pas fait cela, si les travailleurs et les usagers sont incapables de gérer et même de contrôler leurs entreprises, il sera inévitable que ces entreprises nationalisées seront entre les mains d'une gigantesque bureaucratie centralisée. Et vous savez qu'en France, c'est-à-dire dans un pays qui subit encore les structures napoléoniennes, les structures de centralisation jacobines et monarchiques, les nationalisations prendront inévitablement une allure d'étatisation de l'économie.

Si nous ne prenons pas garde, si nous ne sommes pas prudents en cette matière, nous nous engageons dans la pente dangereuse de l'étatisme économique. On peut en être partisan, c'est une position. Encore faut-il en voir les conséquences. Au cas où ces nationalisations seraient faites dans les proportions que je viens de citer on aurait pratiquement l'impossibilité d'indemniser les anciens propriétaires et actionnaires.

Je sais bien que beaucoup d'entre nous pourront dire : « Eh bien, ils ne seront pas indemnisés du tout ». Si cela était, il faudrait connaître les conséquences sociales et politiques, examiner les problèmes de fuites de capitaux, de fuites des dirigeants et des techniciens, d'une désorganisation de l'économie, et par conséquent des mesures extrêmement rigoureuses, des mesures dictatoriales et policières qu'il serait indispensable de prendre dans cette éventualité.

J. Benard

● Beaucoup craignent qu'une extension des nationalisations conduise à une gestion bureaucratique. Crainte bien naturelle dans un pays comme la France dont les traditions centralisatrices, sans doute les plus fortes au monde, remontent à Napoléon et même à Colbert, la France, selon le mot de l'économiste suédois Gunnar Myrdal, « ce curieux pays où, quand on parle de décentraliser, il s'agit d'accroître les pouvoirs des préfets ».

Je soutiendrai, au prix d'un apparent paradoxe, que la collectivisation des grandes entreprises est indispensable à la décentralisation d'une planification rationnelle et efficace.

Il m'apparaît enfin, qu'elle seule peut permettre une véritable accession des travailleurs à la gestion des entreprises.

Les meilleurs économistes théoriciens contemporains tant à l'Est (Kantorovitch) qu'à l'Ouest (Arrow, Massé, Malinvaud) s'accordent pour démontrer rigoureusement que la planification optimale d'un ensemble macro-économique (nation par exemple) est celle qui retrouve les règles d'affectation des ressources et de fixation des prix de la concurrence parfaite, nuancée par la prise en compte — que seul l'Etat peut assumer — de l'incertitude sur l'avenir lointain et des besoins collectifs.

Quel est donc le type d'organisation de l'économie qui — dans les conditions technologiques et sociales des sociétés industrialisées d'aujourd'hui — permette d'appliquer efficacement ces règles ?

La concurrence parfaite elle-même ? Certainement pas. Elle n'a jamais existé et à l'ère des grandes concentrations exigées par la technologie moderne et les économies d'échelle, elle est moins possible que jamais. Les oligopoles sont un des éléments structurels inévitables de notre économie.

La planification centralisée, de type administratif ? Elle ne donne pas de critères rationnels et s'enlise fatalement dans la bureaucratie. Les soviétiques eux-mêmes en reviennent ; il ne saurait être question de s'y précipiter.

Le problème est alors de construire un type d'organisation en même temps que de gestion de l'économie qui :

- assure la réalisation des objectifs prioritaires du Plan dont l'ensemble cohérent (ce que les théoriciens appelleraient « la fonction sociale de préférence » proclamée par le Plan) sera nécessairement, dans un régime socialiste, quelque peu différente de celle qui se dégage implicitement de l'équilibre général de marchés dans une économie capitaliste.
- respecte le critère fondamental de rationalité économique du maximum de rendement pour des ressources données, ou, ce qui revient au même, du minimum de coût pour atteindre des objectifs donnés.
- y parvienne le plus économiquement possible, c'est-à-dire avec un système de circulation de l'information et de prises de décisions le plus rapide et le plus souple possible.

*l'extension
des nationalisa-
tions n'est pas
nécessairement
un facteur
de gestion
bureaucratique*

On a démontré, ces dernières années, qu'un tel système se ramènerait à un jeu de marché entre le centre (l'organe planificateur) et la périphérie (les entreprises) avec au besoin des échelons relais (sectoriels ou régionaux). Le centre fixe l'ordre des priorités nationales, notamment pour les grands investissements, et donne des éléments de prévision à moyen et long termes pour le reste de la demande finale, et un premier ensemble de prix directeurs ; la périphérie adapte librement ses programmes de production et d'investissements mineurs en cherchant à maximiser son profit sans attitude restrictive, c'est-à-dire sans pratiques oligopolistiques classiques.

Un jeu s'établit alors entre le centre et la périphérie qui, par approximations successives, conduit à modifier le système des prix et les programmes de production, jusqu'à ce que l'équilibre correspondant à l'optimum économique général recherché par le Plan soit atteint.

Quant aux modalités concrètes de ce jeu de marché, elles peuvent être celles d'un marché réel avec offres et demandes et ses déséquilibres temporaires dont la Yougoslavie nous donne un exemple un peu cahotique en raison de son faible niveau de développement et de sa pénurie de cadres. Le temps n'est peut être plus éloigné où, pour certains secteurs, un jeu de marché simulé dont les centres de décision armés chacun d'ordinateurs correspondant par télécommunications, pourra non pas déterminer rigoureusement dans le détail, mais tracer les grandes lignes des solutions optimales, coordonnées, des programmes physiques et des prix de référence de ces secteurs.

Ce « jeu de marché » pour être efficace doit être informé et loyal. Car il intervient nécessairement entre un Etat (socialiste dans notre hypothèse) et des firmes oligopolistiques. Dès lors, comment s'assurer de la bonne circulation de toute l'information nécessaire (technologies disponibles ou en projet, programmes d'investissement, et même simplement prix adoptés) et de loyauté du jeu : absence de conditions ou de tactiques agressives entre firmes oligopolistiques si celles-ci restent entre les mains des grands groupes privés dont les objectifs différeront souvent de ceux du planificateur socialiste ? Qui ne voit qu'en ce cas le risque de grippage et donc d'échec du mécanisme est énorme ?

En revanche, le même jeu intervenant entre Etat socialiste et grandes entreprises collectivisées, respectant l'autonomie de ces dernières mais pouvant leur imposer le respect des règles du jeu, a beaucoup plus de chances (je dis seulement « de chances ») de réussir.

Dans le premier cas (grandes firmes privées) les défaillances de la méthode devraient être palliées par des procédures administratives ou inefficaces (contrôles financiers non sélectifs ou arbitrairement sélectifs) ou bureaucratiques (exemple : fixation autoritaire et détaillée des prix recommandée par le rapport « Plan et marché »).

Tant et si bien — voici le paradoxe dont j'espère avoir montré qu'il n'est qu'apparent — que la voie de la planification non bureaucratique, vraiment décentralisée, passe par l'extension et non par la limitation de l'appropriation collective des grands moyens de production.

7

**ELEMENTS
D'UNE
POLITIQUE
ECONOMIQUE
ET
FINANCIERE**

7/1 UNE POLITIQUE DES REVENUS

R. Bonety

● Actuellement, le mouvement syndical français, condamne la politique gouvernementale des revenus, la politique gaulliste des revenus.

Pour notre part, il faut que nous soyons nets. Cette condamnation de la politique gaulliste des revenus ne signifie pas, et n'a jamais signifié que nous condamnions le principe même d'une véritable politique des revenus. Il faut, croyez-moi, un certain courage pour formuler une telle affirmation, dans les conditions « pluralistes » où s'exerce, dans notre pays, l'activité du syndicalisme.

A mon sens, il n'y aura pas de politique des revenus, fut-ce dans un état socialiste, s'il ne s'agit pas d'une véritable politique de l'ensemble des revenus. Il n'y aura pas de politique des revenus si nous ne transformons pas profondément la notion même de Convention collective de travail dans ce pays.

Je connais certains syndicalistes profondément attachés à la libre discussion des salaires. Que voilà une belle chose que d'être attaché à une liberté qui n'existe pas ! La loi du 11 février 1950 est telle que, pratiquement, les Conventions collectives ne régissent que des salaires sans rapport avec la réalité du salaire.

M. DEBRE peut bien recommander, d'une manière autoritaire, une augmentation de 4 %, ou demain, je ne sais quel dirigeant de la Gauche pourra bien recommander, contractuellement, tel autre pourcentage, mais tant que ne sera pas modifié le caractère de la Convention collective dans ce pays, il n'y aura pas de politique des revenus possible.

Le mouvement syndical a eu, de par toute l'histoire militante, à poser ses problèmes en termes de revendications, et il a eu raison de le faire, et il a raison de continuer à le faire. Mais peut-être n'a-t-il pas toujours suffisamment su analyser que telle revendication touchant le niveau de vie direct (les salaires par exemple) a certes un intérêt immédiat, mais que l'essentiel de la bataille syndicale, pour un mouvement syndical qui entend tout faire pour transformer et pour faire cesser la Société capitaliste, n'est sans doute pas la bataille pour les salaires. C'est, sans aucun doute, en termes de pouvoir d'achat, et j'irai même plus loin, en termes de niveau de vie qu'un syndicaliste moderne se doit aujourd'hui de poser le problème.

P. Le Brun

● La politique des revenus, (en fait une tentative de police des salaires), est devenu le slogan à la mode avec l'actuelle politique néo-libérale et de déplanification. Son objectif réel est, à l'évidence, de développer au détriment des salariés l'autofinancement et de le compléter par la réanimation du marché financier.

Une politique des revenus qui ne serait pas seulement une police des salaires devrait surmonter outre des difficultés et lacunes d'ordre statistique, une difficulté de caractère plus fondamental.

Alors que les salaires peuvent et doivent être plus ou moins prédéterminés, les revenus non salariaux, dérivés du profit, sont des résultats toujours plus ou moins aléatoires, dont les écarts par rapport aux prévisions ne pourraient être, en l'absence d'une planification administrative et centrale, sanctionnés ou découragés, que par une fiscalité directe efficace.

L'opposition générale des syndicats à la politique des revenus se fonde non seulement sur le contenu actuel de cette politique, mais aussi et peut-être plus encore sur la volonté de défendre une certaine liberté de discussion et de détermination contractuelle en matière de salaire, de défendre l'indépendance syndicale qui en subsiste à l'égard de l'Etat, et de sauvegarder les autonomies internes du mouvement syndical.

C'est dire que, même et surtout dans le cadre d'une planification démocratique d'inspiration socialiste, une politique valable et contractuelle des salaires devrait être fondée, après une suffisante prise en considération des revendications, lors même de l'élaboration du Plan, non pas sur un unique contrat national de progrès entre l'Etat, le patronat et le mouvement syndical, mais sur un double réseau : d'une part d'accords de salaires ou de Conventions collectives entre les entreprises et les syndicats, d'autre part de quasi-contrats entre les entreprises et l'Etat, les seconds étant notamment conditionnés par le contenu social des premiers, par un minimum de conformité de ceux-ci avec les objectifs sociaux et les prévisions du Plan.

G. Servet

le préalable statistique

● Une politique des revenus n'est possible ou admissible que sous des conditions draconiennes. La première de ces conditions est qu'on connaisse aussi les fortunes.

La seconde c'est que, en ce qui concerne les revenus non salariaux, la connaissance statistique soit très poussée.

La troisième c'est que cette politique ne s'occupe pas que des revenus des personnes, mais aussi des revenus des entreprises et d'autres financements.

R. Bonety

politique des revenus et rôle de l'état socialiste

● Le préalable statistique est devenu à la mode, mais chacun sait que si on le traitait avec sérieux, il deviendrait très vite un alibi. C'est une question de volonté politique et de moyens à fournir à l'Institut National de la Statistique. Je dirai que c'est un préalable réel, mais, dans une perspective à long terme il n'est pas souhaitable de s'abriter derrière ce préalable statistique, pour refuser d'examiner le problème de la répartition des fruits de l'expansion.

La politique des revenus supposera, dans un état socialiste, une toute autre conception du rôle dévolu aux pouvoirs publics, au gouvernement.

D'une part, si le mouvement syndical ne veut pas perdre son indépendance à travers une politique des revenus, fût-elle socialiste, il faut que ce mouvement syndical préconise une politique décentralisée des revenus, de forme contractuelle. Au niveau des branches d'industrie d'abord, des discussions auraient lieu sur le montant des investissements, de l'amortissement, des salaires directs ou indirects, et elles pourraient tenir compte d'un certain nombre de recommandations élaborées au niveau national.

D'autre part, le rôle dévolu au gouvernement ne serait plus celui d'un gouvernement qui dicte une politique des revenus, mais celui d'un gouvernement qui accepte de se mettre au même niveau que les partenaires syndicaux, c'est-à-dire de devenir un contractant comme un autre, faute de quoi il est bien évident que la politique des revenus devient une politique autoritaire contre laquelle, nécessairement, s'insurgeront les militants syndicalistes.

M. Phlipponeau

régions et inégalités de revenus

● Il est évident que l'inégalité actuelle du niveau des conditions de vie entre les travailleurs des diverses régions, entre les citadins et les ruraux devrait être diminuée.

D'autre part, implicitement, en déterminant une échelle scientifique des rémunérations qui serait fondée sur la comparaison des taxes, on devrait supprimer les zones de salaires. Vous savez que cette suppression présente un grand intérêt pour les travailleurs des régions les plus pauvres, les moins industrialisées.

La définition d'une politique contractuelle dans le cadre d'une authentique poli-

tique des revenus intéresse non seulement les travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire, mais aussi les agriculteurs qui sont particulièrement sensibles aux encouragements que l'on apportera aux entreprises de forme coopérative et aux différentes formes de l'agriculture de groupe.

*syndicalisme
et cohérence
économique*

R. Bonety

● La première question, est celle qui nous est posée en terme de cohérence économique par la planification française, et qui, demain, dans une société socialiste, nous serait posée de la même manière. Le mouvement syndical de demain, dans une société socialiste, aurait-il à inscrire son action dans la cohérence économique ainsi tracée par une planification véritablement démocratique à laquelle il aurait eu la possibilité d'être pleinement associé ?

Certains militants voient dans cette approche nouvelle pour le syndicaliste, qui ne consisterait plus seulement à inventorier des revendications, à bâtir certains documents-programmes qui peuvent parfois requérir pour leur satisfaction trois et quatre fois le revenu national, la possibilité, tout en conservant des programmes d'avenir, de chercher eux-mêmes, en pleine souveraineté, en pleine indépendance d'esprit, quelles sont les priorités véritables qu'ils retiennent pour en fixer une réalisation inscrite dans la cohérence économique.

Beaucoup de syndicalistes, devant une telle perspective, s'interrogeront sur le point de savoir si le mouvement syndical ne risque pas de mettre en cause, par une telle approche, son indépendance. Et, il convient, en effet, de procéder à une analyse plus poussée de cette question :

Si le capitalisme a su utiliser, je dirai même annexer, un certain nombre de techniques de caractère socialiste, comme la prévision économique, la comptabilité nationale, la planification, pourquoi le mouvement syndical ne pourrait-il pas, en pleine indépendance, lui aussi, s'efforcer d'annexer les dites techniques, ce qui lui permettrait de dépasser le simple catalogue de revendications du type « Café du Commerce ».

En l'absence de cet effort, les priorités à l'intérieur des programmes syndicaux ne se trouvent généralement pas inventoriées librement par le mouvement syndical, et c'est de l'extérieur, soit par le parti au pouvoir, soit par le patronat, que des choix se trouvent faits au sein des programmes revendicatifs syndicaux !

7/2 UNE POLITIQUE DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'AUTOFINANCEMENT

G. Servet

● Sur ce point, il y a dans le monde socialiste une grande incertitude. Seulement, il n'y a pas soixante moyens de financer les entreprises : il y a l'autofinancement et l'appel à des capitaux extérieurs.

Si l'Etat n'est pas capable de fournir à toutes les entreprises, auxquelles on refuserait l'autofinancement, des capitaux suffisants pour qu'elles investissent, le dernier moyen connu c'est le marché financier : la Bourse.

Vous arrivez par là, à la conclusion qu'une politique authentiquement socialiste, pour laquelle le contrôle de l'investissement serait un objectif prioritaire, et qui déciderait que ce contrôle doit pour s'effectuer défavoriser l'autofinancement, devrait du

même coup donner priorité à toutes les formes d'appel à des capitaux extérieurs, et notamment à la Bourse !

C'est dire que nous ne pouvons tarir l'autofinancement. Par conséquent, le problème sera de le contrôler et de l'orienter. Ce qui suppose deux choses :

- un Plan précis et plus détaillé que nous le faisons maintenant ;
- un pouvoir syndical dans l'entreprise, de taille, de compétence, de dynamisme et d'appui suffisants pour assurer le respect des orientations définies par le Plan.

Deuxième aspect de la politique de contrôle et d'orientation de l'investissement : une politique de promotion de l'épargne.

Ah le mot affreux ! L'épargne est, paraît-il, une vertu bourgeoise. On dit souvent que, si le capitalisme a des difficultés, c'est parce que les vertus bourgeoises de nos grands-parents disparaissent. Le grand coupable, c'est le capitalisme lui-même qui, par le biais de l'inflation, a rendu illusoire toute épargne. C'est d'ailleurs une des principales contradictions du capitalisme actuel.

R. Quilliot

*droits de la
collectivité
sur l'auto-
financement*

● La question de l'autofinancement est à l'ordre du jour. Ce doit être un moment de la marche au socialisme que la capitalisation collective de cet autofinancement. Une solution technique, qui recueille l'assentiment des syndicats, n'est pas simple à mettre au point. Reste que l'on ne peut concevoir la persistance d'un système qui permet — en dehors même des règles traditionnelles de l'emprunt capitaliste — d'accroître indéfiniment, sans risques et sans intérêts, le capital des sociétés. La collectivité doit affirmer ses droits sur cette épargne forcée.

P. Le Brun

● En ce qui concerne l'autofinancement, je ne vois personnellement rien à tirer de positif du Plan... qui tend à développer l'autofinancement aux frais des finances publiques. L'effort trouverait, il est vrai, une contrepartie dans des actions bloquées attribuées aux salariés, mais qui constitueraient un facteur supplémentaire de leur assujettissement à l'entreprise et ne constitueraient en aucun cas un facteur de réduction des inégalités salariales.

Le seul contre-projet cohérent, à notre point de vue, me paraît être celui d'un contrôle fiscal de l'autofinancement et d'un encouragement fiscal à l'épargne salariale, en vue d'orienter cette épargne vers une caisse nationale d'investissement à participation syndicale qui serait appelée à relayer et développer les actions de la Caisse des Dépôts dans le domaine des investissements productifs, et à jouer, dans différents domaines un rôle comparable à celui que tient l'Institut pour la Reconstruction Industrielle (I.R.I.) en Italie.

M. Philipponeau

*budget
militaire et
investissements*

● Naturellement, l'autonomie financière locale et régionale constituerait le fondement de base de l'auto-gestion économique de la commune et de la région.

Les régions sont spécialement intéressées par les investissements généraux et il nous a semblé, à cet égard, que les rapports sous-estimaient les possibilités qu'offrirait une autre politique militaire pour développer les investissements collectifs tout en respectant la stabilité monétaire, ce qui nous semble fondamental.

J'ai calculé que, si le Pouvoir avait maintenu le budget militaire au niveau de 1962 — un niveau déjà très élevé, — on aurait pu réaliser de 1963 à 1965 une économie de 11 milliards et demi de N.F., ce qui aurait permis, soit de doubler les investissements scolaires et culturels pendant tout le IV^e Plan, soit d'augmenter d'un tiers les travaux programmés dans les secteurs : agriculture, équipement scolaire, culturel, urbain, sanitaire et social, transports et télécommunications, travaux qui au total représentent 32 milliards.

Dans le V^e Plan, si l'on ramenait au niveau de 1962 (à l'indice 60 par rapport à 1965) les dépenses militaires, au lieu de les faire passer à l'indice 142, on ferait une économie annuelle de 900 milliards d'anciens francs et avec cette somme, je crois que l'on pourrait faire quelque chose sur le plan des investissements collectifs.

R. Fossaert

*deux
illusions*

● Penser qu'une éventuelle réduction du budget militaire et une nationalisation des banques d'affaires peuvent tenir lieu de politique financière ou, plus grave encore, se désintéresser totalement de toute politique monétaire et financière, telles sont les deux illusions mortelles que la gauche peut caresser.

Si elle veut arriver au pouvoir et, surtout, si elle veut *s'y maintenir durablement* l'une des conditions, nécessaire sinon suffisante, est d'être apte à contrôler, à maîtriser et à utiliser toute la mécanique économique et financière d'un pays complexe comme le nôtre. La gauche et la monnaie doivent trouver un moyen de s'entendre, sinon l'une des deux, la monnaie — c'est-à-dire non seulement les possédants, mais aussi le poids des comportements acquis par tous nos citoyens — aura raison de l'autre.

7/3 LES PRIX - LE PLAN ET LE MARCHÉ

J. Benard

● Le rapport « Plan et marché » suggère que l'Etat fixe les prix de chaque produit (ou des principaux d'entre eux) en appliquant aux coûts marginaux de chaque entreprise d'une branche fabriquant un produit donné, un taux moyen de profit calculé pour la branche. Le rapport précise — et en tire les conséquences — qu'ainsi il n'y aura plus un seul prix de courte période déterminé par le coût marginal de l'entreprise marginale de la branche, et des rentes de productivité pour les firmes inframarginales, mais plusieurs prix pour un même produit, un par entreprise.

Dès lors, je ne vois pas comment l'équilibre du marché s'établira ni en courte ni en longue période. Ou plutôt je crois l'entrevoir mais ce sera l'équilibre du désordre, du marché noir et de l'irrationalité économique.

Devant cette échelle de prix, en effet, les demandeurs qui seront plus souvent des entreprises d'autres branches que des consommateurs finals, se précipiteront vers l'entreprise la moins chère qui, en courte période, par hypothèse ne pourra tous les satisfaire. Dès lors, comment l'entreprise la moins chère arbitrera-t-elle entre ses clients ? Par file d'attente, par relations, par interventions de l'administration ? Tout cela n'est guère rationnel ni souhaitable. En fait, il y a fort à parier que ne pouvant attendre (elles ont des carnets de commandes, des stocks à gérer, des salaires à payer, des charges fixes à rémunérer) les entreprises demandeuses proposeront des soultes jusqu'à ce que, de proche en proche, la soulte n'ait plus d'intérêt, ce qui se produira quand, pour chaque offreuse : prix imposé + soulte = prix de l'entreprise marginale, cas précisément envisagé par l'analyse néoclassique. L'histoire de la planification de type soviétique est pleine d'exemples de ce genre.

*le mode
de fixation
des prix*

Notons qu'on ne peut opposer à cela que l'équilibre sera rétabli par développement des firmes les plus productives, donc les moins chères, et par élimination des moins productives donc des plus chères. N'ayant par hypothèse pas les moyens d'autofinancer suffisamment ni de rémunérer valablement d'éventuels emprunts, les entreprises les plus productives ne pourront, même en longues période, répondre à la demande. A moins qu'on ne leur en donne les moyens par des « autofinancements exceptionnels », mais alors ce n'était vraiment pas la peine de monter tout ce système compliqué.

Admettons, cependant, que vertueuses ou sérieusement contrôlées, les entreprises offreuses et demandeuses ne pratiquent pas le système des soultes. Admettons qu'une répartition, fatalement arbitraire, des demandeurs entre les offreurs soit respectée. Selon que les entreprises clientes favorisées (celles qui auraient la chance de se voir attribuer un titre de répartition leur permettant de s'approvisionner auprès des entreprises les moins chères pour un produit donné) seront elles-mêmes, dans leur propre production, des entreprises bon marché ou chères, les distorsions auront tendance soit à s'accroître, soit à se compenser. Mais comme la faveur (ou la défaveur) ne s'étendra pas forcément à tous les produits achetés par une même firme à d'autres, de nombreuses distorsions se propageront à travers tout le système des prix, par le réseau d'interdépendance illustré par le célèbre tableau de Léontiev.

Qui mieux est, comment décider de favoriser telle ou telle firme, et pour tel produit acheté et non pour tel autre (ou pour tous)? Aucun critère économique rationnel n'apparaît. Il me semble bien même, qu'aucun ne peut apparaître, à moins d'attacher un poids particulier à chaque firme sans se préoccuper de ce qu'elle produit et des satisfactions que ses produits apporteront finalement, soit à l'individu (consommation finale marchande), soit à la collectivité (besoins collectifs). Ici l'U.R.S.S. stalinienne a pratiqué ce système. Au moins avait-elle un critère brutal, mais justifiable un certain temps, celui de la préférence donné à la Section I (fabrication de moyens de production) sur la Section II (moyens de consommation). Elle revient aujourd'hui sur ces critères trop simples.

Enfin la mise en œuvre pratique d'un tel système implique des calculs et une administration bureaucratique énormes. Il faudra en effet :

1. une administration d'étude et de fixation des prix descendant jusqu'à la comptabilité des firmes ;
2. une administration de contrôle des prix et de répression des fraudes en la matière ;
3. une administration de répartition des matières premières et des produits.

Nous voilà ramenés aux beaux jours du contrôle des prix et de l'O.C.R.P.I. (Office Central de Répartition des Produits Industriels 1941-46 pour les plus jeunes). Curieux progrès, surtout dans une économie qui n'est plus de pénurie !

Ce système utopique, irrationnel et bureaucratique doit donc être abandonné. Une fixation itérative des prix par un marché réel ou simulé doit y être substituée, où les objectifs du Plan joueront leur rôle (cf. mon intervention en séance plénière). Normalement le prix s'y fixera en courte période au coût de l'entreprise marginale et l'Etat reprendra par l'impôt direct sur les entreprises la part qu'il jugera utile d'affecter aux besoins collectifs et aux investissements productifs redistribués par son intermédiaire. Mais ceci est une autre et vaste question.

B. Lambert

● On a insisté sur la vérité des prix. De quelle vérité s'agit-il ?

En analysant cet aspect du rapport, le groupe qui a préparé ce travail en Loire-Atlantique, disait : « Est-ce que pour nous le principe de la vérité des prix va se traduire par le fait que les investissements directs vont venir s'implanter dans les régions mieux placées, et que l'Etat, les Pouvoirs publics, en régime socialiste, viendront prendre en charge les régions excentrées comme les nôtres, à un prix de revient supérieur, quant aux fabrications ? »

Nous pensons qu'il aurait été nécessaire d'insister et d'étudier plus attentivement le coût, non pas particulier, mais global d'un investissement.

Un investissement représente des charges indirectes pour les Pouvoirs publics qui, actuellement, sont considérables. Lorsque nous sommes en présence d'un investissement, il est plus rentable pour l'industriel, actuellement, dans beaucoup de cas, de le situer dans une région déjà en expansion.

Qu'en est-il pour la collectivité ? Est-ce plus rentable ou le coût social indirect de l'infrastructure ne représente-t-il pas quelque chose de beaucoup plus lourd ?

Il y a là un phénomène qui n'est pas suffisamment étudié. On nous parle de la vérité des prix au niveau de la stricte entreprise. Oui, mais combien d'écoles, combien d'hôpitaux, combien de routes, combien de logements supplémentaires toute entreprise nouvelle impose-t-elle de créer dans une région déjà surpeuplée ?

M. Phlipponeau

● Un autre point qui est développé dans le Rapport sur le Plan et le marché tient au principe de la vérité des prix qui permet de respecter la compétitivité d'ensemble de l'économie.

Les régions sous-développées comme la Bretagne sont et doivent être parfaitement d'accord sur ce principe, à condition que la vérité soit globale, alors qu'en fait le système actuel ne fait pas supporter aux entreprises leurs coûts indirects de fonctionnement, ce qui conduit l'entrepreneur à s'implanter dans les lieux où il peut tirer un bénéfice maximum, en faisant supporter en fait à la collectivité nationale les charges du logement, de l'équipement urbain, des transports collectifs, etc.

P. Lavau

● J'en arrive à l'objection qui est de loin la plus solide et qui, je le dis tout de suite, m'a mis dans l'embarras. Elle touche au cœur même de mon rapport : c'est la rupture de l'unité de prix que je préconisais par l'adoption systématique de la vérité des prix, c'est-à-dire l'alignement plus ou moins automatique du prix de vente sur le prix de revient.

Il y a deux catégories : quand il s'agit de biens et de service finals, à partir du moment où il y a rupture de prix, il est certain que l'on crée entre les consommateurs une sorte de déséquilibre au profit de certains consommateurs, par rapport à d'autres. Cela est peu satisfaisant en équité. Mais, et c'est là qu'est la pertinence de l'objection, quand il s'agit de biens et de services qui sont des biens intermédiaires, c'est-à-dire qui rentrent dans l'approvisionnement d'autres entreprises, le principe que je recommande peut avoir pour effet d'aller à l'encontre du système des prix que je considérais comme l'essentiel. Il est évident qu'il n'y a aucun autre système pour répartir une offre insuffisante par rapport à une demande excédentaire que l'équilibrage par l'augmentation des prix ou par la file d'attente. Il est certain que s'il est interdit d'augmenter les prix, il faudra choisir arbitrairement les entreprises qui bénéficieront du prix le moins avantageux. Par conséquent, les autres qui n'auront pas pu être retenues devront s'approvisionner auprès d'entreprises plus coûteuses. Dans leur prix de revient, il y aura un handicap qui ne tiendra absolument pas à leur qualité de gestion. Cette objection qui m'a été faite par le professeur BENARD m'a paru extrêmement intéressante. Il va falloir trouver une manière de la résoudre.

7/4 AVOIR UNE POLITIQUE MONÉTAIRE

G. Servet

● L'inflation est pour le capitalisme le moyen de reprendre ce que la puissance syndicale aura pu arracher dans la firme ; peut-être d'ailleurs parce qu'une analyse stratégique faite depuis un bon siècle par l'ensemble des forces socialistes a donné une trop grande, une trop exclusive priorité à l'organisation d'un mouvement syndical dans les entreprises, sur le plan de la production, sans s'occuper en rien d'une défense sur le plan du niveau des prix, oubliant par là que les premières formes du mouvement ouvrier étaient nées sous la forme de mutuelles, de coopératives, de bourses du travail, c'est-à-dire d'instruments d'autonomie et de défense, indépendamment des structures de production.

C'est vous dire à quel point il est important de prendre conscience que l'inflation est maintenant pour le capitalisme un régulateur de l'économie, aussi important pour son fonctionnement interne, et beaucoup plus subtil et efficace que ne l'était la variation du niveau de l'emploi avant la guerre, et pendant toute la période où le capitalisme connut des crises. Et c'est bien parce que l'inflation a assuré les prodigieuses vingt années d'expansion capitaliste que nous venons de connaître qu'il nous faut maintenant nous préparer à rectifier ce phénomène. Si un Gouvernement socialiste se complaisait à une politique de facilité monétaire, il perdrait vite son indépendance internationale, et par conséquent c'en serait fait de l'expérience socialiste.

Ce qui est clair, c'est qu'il n'y a d'indépendance diplomatique que pour les pays ou groupes de pays qui n'ont pas besoin de recourir aux crédits internationaux.

Recourir aux crédits internationaux, c'est accepter un contrôle de la gestion économique du pays au nom des exigences de solvabilité légitimement présentées par tout prêteur.

En plus, dans le monde où nous sommes, le prêteur est, pour l'essentiel, sous domination américaine.

Par conséquent on s'aperçoit qu'un des objectifs premiers d'une politique socialiste est de préserver ou de réaliser, s'il ne l'est encore, l'équilibre de la Balance des Paiements.

R. Fossaert

la trésorerie de l'état

● On dit généralement que le succès des nationalisations de 1945 dans le secteur non financier est discutable, mais que, dans le secteur financier, leur échec est indiscutable. J'adhère à ce jugement, sous une réserve essentielle. Jusqu'en 1945, dès que la gauche accédait au pouvoir ou même s'en approchait, un ensemble de mécanismes de défense du capitalisme entraînait aussitôt en action pour étrangler la trésorerie de l'Etat, pour le priver des ressources financières autres que celles qui découlent de l'impôt.

Ce « plébiscite des porteurs de bons » est désormais impossible. Grâce au contrôle des banques nationalisées, l'Etat peut toujours assurer sa trésorerie. Les nationalisations financières de 1945 l'ont au moins placé à l'abri des pressions les plus brutales et les plus directes du capital financier.

R. Quilliot

avoir une politique monétaire

● Les rapports posent, comme une évidence historique, la nécessité de tenir les phénomènes monétaires pour essentiels, dans la mesure où les adversaires du socialisme pèseront à ce niveau de tout leur poids, dans la mesure aussi où ses partisans risquent d'en sous-estimer l'importance.

A ce point, une question est posée : faut-il en matière monétaire, économique et sociale, définir clairement une attitude au départ ou compter sur la dynamique de la lutte. Je penche pour la première attitude, ce qui n'interdit pas, si la lutte contraint à pousser plus loin que le programme initial prévu, à recourir, soit au referendum, soit à des élections brusquées. On peut critiquer les méthodes de Wilson pour défendre la monnaie (une dévaluation eût peut-être été plus efficace). On ne peut lui refuser le mérite d'avoir pris conscience de l'urgence du problème monétaire et de s'être fait donner un mandat élargi et consolidé.

R. Fossaert

la gauche contre l'inflation

● Après tout, pourquoi ne pas tolérer une certaine hausse des prix ?

Deux raisons majeures doivent pousser la gauche à prendre l'inflation pour ennemie. Il suffit de se demander quelles sont les victimes de l'inflation à l'intérieur d'un pays comme le nôtre pour apercevoir la première de ces raisons : à peu d'exceptions près, ces victimes (salariés, fonctionnaires, épargnants, bénéficiaires de retraites et de prestations sociales) constituent l'essentiel des catégories sociales sur le soutien desquelles la gauche peut et doit compter pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. Par conséquent, se fixer un objectif raisonnablement anti-inflationniste, c'est se fixer un objectif de justice sociale, en faveur des millions de gens qui sont les soutiens nécessaires de la gauche.

La seconde raison découle de la situation internationale. A moins d'imaginer que la gauche au pouvoir pourra derechef élever de hautes barrières douanières, le maintien d'un niveau de prix qui soit concurrentiel sur les marchés étrangers est indispensable pour l'équilibre des échanges et la préservation d'un volant suffisant de réserves de change. L'aptitude de la gauche au pouvoir à garder l'indépendance économique et politique du pays, donc à poursuivre son expérience socialiste et à la rendre « contagieuse » pour le reste de l'Europe, passe principalement par une politique anti-inflationniste.

Indépendance et justice sociale, les deux raisons convergent pour rendre indispensable une politique assignant au mouvement des prix une limite supérieure : qu'ils ne puissent jamais croître plus vite que dans les principaux pays avec lesquels s'opèrent nos échanges internationaux.

LA DECLARATION FINALE

DECLARATION FINALE

L'UNION de la gauche est la condition nécessaire pour assurer la relève du régime actuel par un socialisme démocratique et moderne. Mais cette union ne sera réelle et durable que si elle s'appuie sur un programme de transformation sociale.

« La rencontre socialiste de Grenoble a pour but d'aider la gauche à élaborer les bases doctrinales qui sont nécessaires à l'établissement de ce programme.

« Elle a montré qu'il est possible d'aller au fond des problèmes les plus délicats, à condition de les aborder avec réalisme, sans dogmatisme et en dehors des préoccupations tactiques immédiates.

« L'esprit de Grenoble c'est

d'aborder franchement les problèmes difficiles pour leur apporter des solutions, au lieu de les esquiver ou de s'en tenir à des compromis fragiles.

« A cette fin, le comité d'initiative favorisera la discussion des travaux de la rencontre socialiste de Grenoble dans tout le pays, il appuiera les initiatives régionales qui iront dans le sens de cette recherche. Il organisera de nouvelles rencontres et de nouvelles confrontations, qu'il souhaite aussi élargies que possible.

« Le comité d'initiative de la rencontre socialiste de Grenoble est convaincu qu'il contribuera ainsi à lever les obstacles qui s'opposent à une unité de la gauche, et à jeter les fondements d'un programme commun ».

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIÈRES

- 1 — Pourquoi le Colloque de Grenoble ?
- 2 — De notre société actuelle au socialisme
 - 2-1 Caractéristiques de la société néo-capitaliste
 - 2-2 La technocratie
 - 2-3 La transition
 - 2-4 L'adhésion populaire
 - 2-5 Les finalités
- 3 — De l'Europe au Tiers-Monde
 - 3-1 L'Europe, condition du socialisme
 - 3-2 Construction européenne et planification
 - 3-3 L'illusion européenne
 - 3-4 Pour un socialisme européen
 - 3-5 Le Tiers-Monde
- 4 — La démocratie politique
 - 4-1 La période transitoire
 - 4-2 Le pluralisme des partis
 - 4-3 La dictature du prolétariat
 - 4-4 Collectivités locales et démocratie
 - 4-5 La région, niveau décisif
- 5 — La démocratie dans l'entreprise
 - 5-1 La participation des travailleurs à la gestion
 - 5-2 Statuts identiques dans les secteurs public et privé ?
 - 5-3 Rénover les comités d'entreprise ?
 - 5-4 Rôle des syndicats : contester ou gérer ?
- 6 — L'extension et la rénovation du secteur public
 - 6-1 La propriété collective
 - 6-2 Réformes institutionnelles et changements réels
 - 6-3 Que nationaliser ?
 - 6-4 Les banques d'affaires
 - 6-5 Les risques bureaucratiques
- 7 — Eléments d'une politique économique et financière
 - 7-1 Une politique des revenus
 - 7-2 Une politique de l'investissement et de l'autofinancement
 - 7-3 Les prix, le plan et le marché
 - 7-4 Avoir une politique monétaire



Déclaration finale du Colloque de Grenoble

